



Rapport Final

Juillet 2015



PAGE
policy analysis on growth and employment

   

Impact des politiques fiscales sur Le Secteur informel et L'emploi au Cameroun

Résumé

La présente étude s'inscrit dans le cadre de l'examen des rapports entre l'économie informelle et l'économie formelle et s'attelle à répondre à la question suivante : quel est l'impact des politiques fiscales sur l'économie informelle et l'emploi au Cameroun? Pour y parvenir, nous adoptons une approche méthodologique en équilibre général (MEGC). Le modèle PEP 1-1 est implémenté sur la base d'une matrice de comptabilité sociale (MCS) préalablement construite, à partir des comptes nationaux 2010, puis désagrégée à l'aide des données d'enquêtes ECAM 3 et EESI 2 disponibles à l'Institut National de la Statistique. Les résultats des simulations montrent qu'un élargissement de l'assiette fiscale au secteur informel engendre un recul de l'activité économique dans ce secteur, suivi d'un effet négatif sur la croissance réelle et l'emploi. De plus, une baisse des impôts sur les produits les plus consommés par les ménages pauvres ne contribue pas à améliorer le niveau de vie de ces derniers, en raison de l'incidence négative observée sur la demande de travail dans le secteur public (la baisse des impôts étant accompagnée ici de celle des dépenses publiques en vue de neutraliser l'effet sur le solde budgétaire de l'État).

Summary

This study forms part of the examination of the relationship between the informal economy and the formal economy and is working to respond to the question: what is the impact of fiscal policies on the informal economy and employment in Cameroon? To achieve this, we adopt a methodological approach in general equilibrium (CGE). The PEP 1-1 model is implemented on the basis of a Social Accounting Matrix (SAM) previously constructed from the National Accounts 2010 and disintegrated with the ECAM 3 and EESI2 data from the National Institute of Statistics. The simulation results show that an extension of the tax base to the informal sector generates a decline in economic activity in this sector, and causes a negative effect on real growth and employment. However, lower taxes on the most consumed products by the poor household do not contribute to improving the living standards of these, due to the negative impact observed on labour demand in the public sector (the fall taxes being accompanied here by the decrease of public spending in order to neutralize the effect on the state budget balance).

JEL : E26, E24, D58

Mots clés : Secteur informel, politique fiscale, emploi, MEGC.

Keywords: Informal sector, fiscal policy, employment, CGE

Authors

Dr. Nana Djomo Jules Medard

Senior_Lecturer-Researcher
University of Yaounde II
Yaoundé, Cameroon
jdjomo81@yahoo.fr

Miss Claudiane Yanick Moukam

PhD Candidate
University of yaoundé 2
Yaoundé, Cameroon
yanickmclaudiane@yahoo.fr

Mme. Carine Flore Nzeuyang Nzouckio

Executive
National Institute of Statistics
Yaoundé, Cameroon
cnzeuyang@gmail.com

Dr. Nguana Koudjou Serges Rodrigue

chargé d'études assistant
Institut National de la Statistique
Yaoundé, Cameroon
ngouanaserges@yahoo.fr

Table des Matières

1	Introduction	3
1.1	Contexte de l'étude	3
1.2	Objectifs de l'étude	6
2	Revue de la littérature	6
3	Méthodologie	9
3.1	Le modèle	9
3.2	Données de l'étude	10
3.3	Scenarii simulés	17
4	Incidence des simulations	18
4.1	Incidence du scenario 1	18
4.2	Incidence du scenario 2	25
5	Conclusion	28
	Références bibliographiques	29

Annexe 1: MCS macro	1
Annexe 2 : Différenciation des branches formelles et informelles au sein de la MCS	2
Annexe 3 : Désagrégation des facteurs	5
Annexe 4 : Désagrégation des ménages	6
Annexe 5 : Structure de la consommation finale	8
Annexe 6 : Equations du modèle	9

1 Introduction

1.1 Contexte de l'étude

Ces dernières années, les économistes ont eu un regain d'intérêt pour l'économie informelle, à la faveur de l'intensification de la recherche pour l'éradication, ou tout au moins la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale en général et dans les pays en voie de développement en particulier (Islam, 2012 ; Cling et al., 2012 ; Xenogiani et al., 2009 ; Bacchetta et al., 2009). Ce regain d'intérêt, qui peut se justifier dans les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), a reçu une attention particulière à la suite des crises financière et économique survenues à partir de l'année 2008, et dont les conséquences sur l'économie mondiale en termes d'emplois sont non négligeables. Par ailleurs, une amélioration soutenue du bien-être des agents économiques passe nécessairement par des emplois décents¹. Et pourtant, la majorité des emplois disponibles dans les pays en développement sont offerts dans le secteur informel et, de ce fait, se caractérisent par des conditions sociales particulièrement difficiles, ne permettant pas aux actifs dudit secteur de s'épanouir. L'informel apparaît dès lors comme un sujet de grande préoccupation.

Le débat sur l'économie informelle s'est dans un premier temps focalisé sur la définition du concept et les raisons de sa persistance (CEA, 2007 ; Henley et al., 2006 ; AFRISTAT, 2009).

En effet, face à la coexistence d'un chômage faible et l'absence de création d'emploi dans le secteur moderne, l'OIT (1972) a fait naître le concept de secteur informel pour expliquer pourquoi l'absence de création d'emploi dans le secteur moderne au Kenya n'avait pas engendré une hausse du chômage au début des années 1970. Le secteur informel est alors défini à partir de sept critères au rang desquels la facilité d'entrée, la propriété familiale, la petite échelle et la formation sur le tas. Le rapport sur l'économie du Kenya ouvre le débat théorique sur la caractérisation du secteur informel. Néanmoins, la complexité des critères évoqués pour caractériser le secteur informel débouche sur un large éventail de définitions et crée une certaine difficulté en ce qui concerne la comparaison du phénomène à l'échelle internationale. La nécessité d'une harmonisation de la définition a fait l'objet de la 15^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail en 1993. Le secteur informel est alors défini comme un ensemble d'unités produisant des biens et services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités sont caractérisées par un faible niveau d'organisation, une petite échelle, une faible division du travail et du capital en tant que facteurs de production et l'absence d'accords contractuels entre employés et employeurs. A cette définition dite générale, est greffée une définition statistique dite opérationnelle. Celle-ci considère le secteur informel comme l'ensemble d'unités de production intégrables, suivant le SCN² 1993, dans le secteur institutionnel des ménages en tant que entrepreneurs individuels (BIT, 1993). Toutefois, les entrepreneurs individuels se distinguent ici des sociétés et quasi-société sur la

¹ Les emplois décents sont définis ici comme ceux qui permettent d'assurer le minimum vital à l'agent économique.

² Système de comptabilité national.

base de leur statut légal et du type de comptabilité qu'elles tiennent. Précisément, les entrepreneurs individuels du secteur informel sont des entités ne tenant pas une comptabilité complète qui puisse leur permettre de faire clairement la distinction entre les activités de production de l'entreprise et celles propre au ménage.

Cet aspect comptable qui est au centre de la définition du secteur informel au Cameroun constitue le référentiel à partir duquel nous définissons le secteur informel dans la présente étude. En effet, les Enquêtes sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI), qui constituent la source d'information sur l'économie informelle au sein des comptes nationaux (au Cameroun) appréhendent les unités de production informelles par deux éléments principaux : l'absence de comptabilité formelle et la non possession d'un numéro de contribuable.

Toutefois, bien que cette définition soit suffisamment claire et aisément applicable, il convient de relever que la non prise en compte des emplois informels du secteur formel (travailleurs non déclarés) constitue une limite majeure de cette définition. Par ailleurs, une certaine littérature s'inspirant des travaux de Haussmanns (2001) distingue économie informelle et secteur informel. Elle considère que l'économie informelle est constituée du secteur informel auquel on ajoute les emplois informels du secteur formel. Tout au long de ce travail, en raison de la non prise en compte des emplois informels du secteur formel, une attention particulière n'est pas prêtée à cette distinction. Par conséquent, les termes secteur informel et économie informelle sont confondus.

Si l'on peut penser à ce jour que le débat relatif à la définition du secteur informel s'est quelque peu normalisé, il convient de relever que les interrelations entre le secteur formel et le secteur informel font l'objet de peu d'études. C'est dans ce sens que les analyses seront orientées dans ce travail. Il s'agit précisément d'explorer un champ d'étude³ d'actualité, placée au cœur des préoccupations de développement au regard du poids sans cesse croissant du secteur informel dans les économies en voie de développement.

Dans les comptes nationaux⁴, l'on évalue le poids du secteur informel dans la valeur ajoutée de l'économie camerounaise à 43%, contre 57% pour le secteur formel. Ces statistiques regroupent le primaire au sein de l'informel et le non marchand au sein du formel. Hors primaire, la contribution du secteur informel est de 28% contre 15% pour le secteur primaire; tandis que dans le secteur formel elle est de 43% hors activités non marchande contre 14% pour les activités non marchandes.

L'économie informelle est prépondérante dans le secteur tertiaire. En effet, la contribution du secteur informel dans la valeur ajoutée globale est de 25% dans le tertiaire contre 3% pour le secondaire. Au sein du tertiaire informel, on note une part considérable des activités de la branche «commerce» qui contribue à hauteur de 13% à la valeur ajoutée nationale contre 12% pour les autres branches du tertiaire. En termes de rémunération des facteurs de production, il

³ Celui de l'économie informelle.

⁴ Comptes définitifs 2010.

convient de noter que le secteur informel consacre 21% de sa valeur ajoutée à la rémunération du travail et 79% pour la rémunération du capital et revenu mixte (Excédent Brut d'Exploitation (EBE)). En revanche, dans le secteur formel, la rémunération des salariés constitue 34% de la valeur ajoutée contre 66% pour la rémunération du capital et revenu mixte.

En ce qui concerne l'emploi, le secteur informel est le plus grand pourvoyeur d'emploi avec 85,5% de l'emploi total. Il est suivi du secteur formel qui n'a que 10,9% des emplois et de l'Etat dont le volume des emplois est estimé à 3,6% de l'emploi total. Cependant, le salaire mensuel moyen des chefs de ménages est bien plus faible dans le secteur informel et se situe à 72 600 F CFA dans le secteur informel non agricole et 25 700 FCFA dans le secteur informel agricole. Dans le secteur formel, le revenu moyen est de 157 600 FCFA dans le public contre 154 100 FCFA dans le privé formel. Faisant un rapprochement entre la prédominance des emplois dans le secteur informel et la qualité des salaires que reçoivent les agents dudit secteur, on comprend l'ampleur de la précarité qui caractérise les agents du secteur informel. L'emploi informel étant plus représentatif en milieu rural, du fait de la quasi inexistence de structure formel dans la plupart des contrées enclavées, il va de soi que le taux de pauvreté soit plus élevé en milieu rural (54,7%) par rapport au milieu urbain (12,07%). Au niveau national, le taux de pauvreté se situe à 39,6%. L'importance de la pauvreté se justifie par la faiblesse des revenus qui, elle, plonge ses racines du sous-emploi qui caractérise plus de 80% de la population active (INS, 2011). Le sous-emploi au Cameroun est fortement lié à l'informel. En effet, le sous-emploi global concerne environ 73% des actifs du secteur informel (62% des actifs non agricole et 83,7% des actifs du secteur informel agricole).

Afin de relever le niveau de vie des populations, le gouvernement a mis sur pied une stratégie de croissance et d'emploi qui se fixe, entre autres, pour objectif de ramener le taux du sous-emploi à moins de 50% à l'horizon 2020 avec la création de milliers d'emplois formels par an⁵. Aussi, la stratégie de croissance et d'emploi envisage une réduction considérable du secteur informel par le biais d'une migration des acteurs dudit secteur vers le secteur formel. La migration des unités de production informelles vers le secteur formel entraîne, de la part de celles-ci, la tenue d'une comptabilité formelle et donc la soumission de ses produits aux différentes taxes en particulier la TVA. De ce point de vue, la stratégie de croissance et d'emploi affecte la structure de l'économie par le biais de deux éléments principaux; l'emploi et la fiscalité, qui font l'objet d'une attention particulière dans le cadre de cette étude. En outre, au regard de l'importance du secteur informel dans l'économie nationale, il convient de dire que l'atteinte des cibles que le gouvernement Camerounais s'est fixé dans le DSCE (en terme de croissance et de réduction de la pauvreté) passe par des décisions de politique économique dont le succès dépend vraisemblablement de la maîtrise des rapports que les entités économiques (formel et informel) entretiennent entre elles.

⁵ DSCE P. 15, section 2.2

1.2 Objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de déterminer l'impact des politiques fiscales sur les variables économiques. De manière spécifique, elle examine, en premier lieu, l'effet d'une fiscalisation des produits du secteur informel et; en second lieu, l'impact d'une réduction des impôts sur les produits fortement consommés par les ménages pauvres. Ces effets sont observés sur l'activité économique tout en mettant en exergue le secteur informel et l'emploi. La réduction de l'impôt sur les produits fortement consommés par les pauvres s'inscrit dans le cadre de la réduction de la pauvreté tandis que l'imposition des produits du secteur informel s'inscrit dans l'élargissement de l'assiette fiscale, ce qui pourrait booster le niveau des recettes publiques et assouplir la contrainte budgétaire de l'État.

Trois points constituent la suite de ce document : en premier lieu, nous faisons un tour d'horizon sur la littérature; en second lieu, nous présentons l'approche méthodologique retenue et, en troisième lieu, nous présentons les résultats de l'étude.

2 Revue de la littérature

Les liens entre l'économie informelle et l'économie formelle sont appréhendés au sein de la littérature suivant deux grands axes d'analyses. D'un côté, les études empiriques qui décrivent les caractéristiques des emplois selon le secteur d'appartenance, les conditions de travail et les aspirations des travailleurs; de l'autre, les travaux en équilibre général qui étudient l'impact des différentes politiques économiques sur le secteur informel en prenant appui sur un certain nombre d'hypothèses formulées sur le fonctionnement des marchés.

Les études empiriques à caractère descriptif mettent un accent particulier sur l'allocation sectorielle de l'emploi et s'interrogent, sur les motivations qui amènent les agents économiques à exercer dans l'économie informelle. Ici, il s'agit précisément de voir si les agents économiques s'installent dans l'économie informelle par rationalité ou par contrainte. Sur ce point deux grands courants de pensée se dégagent : le courant dualiste et le courant structuraliste (Bacchetta et al. 2009).

Le courant dualiste s'inscrit dans la lignée des travaux de Harris-Todarro (1970) et appréhende le secteur informel comme un secteur résiduel, refuge des agents économiques qui n'ont pas trouvé un emploi dans l'économie formelle. L'informel apparaît ainsi comme un secteur de subsistance qui doit son existence à la mauvaise conjoncture économique et, de ce fait, est appelé à disparaître progressivement avec le retour de la croissance économique. Le courant structuraliste, en revanche, d'inspiration marxiste, envisage l'économie informelle dans une vision concurrentielle tout en soulignant une certaine interdépendance entre le formel et l'informel (Portes et al., 1989). Toutefois, la relation qui lie l'économie formelle à l'informel est verticale et marque une subordination de l'informel vis-à-vis du formel. L'économie informelle fournit au

secteur formel une main d'œuvre bon marché qui lui permet d'accroître sa compétitivité. Le courant légaliste, quant à lui, aborde le secteur informel sur l'angle de la fiscalité et justifie l'existence de celui-ci par une volonté délibérée de se soustraire à l'obligation fiscale. Précisément, ce courant nous enseigne que le secteur informel est constitué de micro-entrepreneurs qui préfèrent opérer de manière informelle pour échapper aux taxes (De Soto, 1994).

Quoiqu'il en soit, il faut dire que le secteur informel regroupe un ensemble d'entités économiques aux caractères variés. Bien que la majeure partie de ces entités présente une forme de subsistance, il n'en reste pas moins vrai que bon nombre d'entreprises matures se retrouvent dans les rangs de l'informel. En effet, les travaux récents réalisés dans le cadre des pays en développement montrent que le rendement du capital serait assez élevé dans les micro-entreprises (De Mel et al., 2008 ; Kremer et al., 2008 ; Grimm et al., 2011). Ce qui amène à penser que ce secteur a un potentiel non négligeable qui lui donne l'opportunité d'aller au-delà des simples activités de subsistance.

Abordant le problème sous l'angle de la satisfaction des travailleurs du secteur informel, Razafindrakoto et al. (2010) établissent, dans le cadre d'un certain nombre de pays africains au rang desquels Madagascar, que le secteur informel n'est pas moins apprécié que le secteur formel. Il ressort en particulier de cette étude que le secteur public est le secteur le moins désirable. Néanmoins, l'optimisme vis-à-vis du secteur informel qui peut naître à la suite de ces travaux réside dans la méthodologie employée par les auteurs, laquelle considère le « souhait de changer d'emploi » comme variable d'intérêt. Ce choix particulièrement discutable induit un biais dans l'étude. En effet, le souhait de changer d'emploi est animé par une comparaison des conditions de travail actuel d'un employé et les conditions espérées dans l'emploi désiré, et pourtant, rien ne garantit à ce dernier des conditions favorables tel qu'il espère dans le secteur souhaité. Pour pallier à cette insuffisance, Razafindrakoto et al. (2012) analysent les déterminants du travail dans le secteur informel au Vietnam en prenant appui non plus seulement sur le désir de changer d'emploi mais aussi la satisfaction dans l'emploi. Cette approche bien plus rigoureuse permet de dépasser le désir « d'indépendance et de liberté » pour prendre en compte les autres dimensions liées à l'exercice d'un emploi notamment les dimensions salariale et sociale. Dans ce cadre, les auteurs trouvent un résultat classique selon lequel les emplois dans le secteur informel sont les moins satisfaisants. Il y a alors lieu de penser que les emplois informels sont de « basse qualité » et, par conséquent, s'imposent aux acteurs dudit secteur par contrainte.

Maurizio (2012) se penche sur le lien entre informalité, précarité du travail et segmentation des revenus tout en mettant en exergue la relation entre informalité et pauvreté. L'étude porte sur quatre pays d'Amérique latine (Argentine, Brésil, Chili et Pérou). L'auteur montre qu'il existe une corrélation positive entre informalité et pauvreté. Les travailleurs informels (y compris les salariés non déclarés du secteur formel) ont en moyenne un niveau d'instruction relativement moins

⁶ Qui caractérise le secteur informel.

important par rapport à ceux du secteur formel. De plus, ils se caractérisent par une prédominance des jeunes et de femmes exerçant pour la plus part dans les activités commerciales, la construction et les services à domicile.

Au-delà du débat relatif aux caractéristiques du marché du travail et les motivations qui soutiennent l'existence du secteur informel dans les pays en développement, il faut dire que la littérature fait état d'un certain nombre de travaux relatifs à l'évaluation de l'incidence économique du secteur informel. Certains⁷ parmi eux abordent le problème dans le cadre de l'équilibre général, notamment les modèles d'équilibre général calculable (Kelley, 1994 ; Fortin et al., 1995 ; Cogneau et al., 1996 ; Montaud, 2000).

Kelley (1994) examine l'influence macroéconomique du secteur informel au Pérou à travers un MEGC multisectoriel. Le modèle de nature structuraliste que développe l'auteur fait l'hypothèse d'une différenciation des secteurs formel et informel, aussi bien sur le marché des facteurs de production (input) que celui de l'output. Sur le marché du travail, l'auteur considère que le manque d'emploi dans le secteur formel alimente le secteur informel, le secteur informel apparaît alors comme un secteur résiduel. Ce dualisme du marché du travail amène l'auteur à postuler le plein emploi qui est entretenu par le secteur informel. En ce qui concerne le marché de l'output, on fait l'hypothèse d'une substituabilité imparfaite entre la production issue du secteur informel et celle issue du secteur formel. Les simulations faites par l'auteur montrent que le secteur informel réduit le multiplicateur keynésien. De plus, on enregistre une évolution contrastée des revenus entre les secteurs formel et informel. En désagrégant la production informelle, l'auteur met en évidence la réaction du secteur informel suite à des chocs économiques.

Montaud (2000) analyse le comportement de l'économie informelle dans le cadre de l'économie équatorienne. L'originalité de ses travaux repose sur la prise en compte de deux logiques différentes dans la conceptualisation du secteur informel : une conception dualiste et une conception concurrentielle. La première vision traite le secteur informel comme un ensemble d'activités de substance et, de ce fait, lui accorde une place marginale face au secteur formel. Dans la seconde vision, un poids un peu plus important est accordé à l'économie informelle qui, ici, est perçue comme un secteur concurrentiel face au secteur formel. Cette double conception en EGC a permis de simuler les réactions de l'économie équatorienne et, particulièrement de son secteur informel, face à des chocs d'ordre macroéconomique. L'auteur arrive à un résultat mitigé quant à l'incidence des simulations de politiques économiques sur la vision dualiste par rapport à la vision concurrentielle. En outre, l'auteur relève que le rôle des activités informelles n'est pas uniquement de palier à la pauvreté : la branche informelle est affectée de façon significative par les chocs macroéconomiques, ce qui a une incidence non négligeable sur la politique à mettre en œuvre pour la relance de l'activité économique en Equateur.

⁷ Une part mineure.

Agenor et al. (2003) analysent, dans le cadre d'un modèle développé par la Banque Mondiale, l'impact de politiques et de chocs exogènes sur la distribution du revenu, l'emploi et la pauvreté. Les auteurs mettent en évidence la segmentation du marché du travail, le rôle de l'emploi informel dans la transmission des chocs exogènes aux pauvres, ainsi que les effets défavorables de la dette extérieure sur l'investissement privé.

Le secteur informel camerounais a fait l'objet d'une modélisation dans le cadre d'un certain nombre de travaux de recherche dont les principaux sont ceux de Fortin et al. (1995), Cogneau et al. (1996). L'application du MEGC développé par Fortin et al. (1995), dans le cadre de l'économie camerounaise montre que l'économie informelle y est caractérisée par un dualisme d'évasion. La particularité de ces travaux repose sur la segmentation du marché du travail pour faire ressortir les trois types de dualisme qui caractérisent le marché du travail dans les pays en voie de développement notamment le dualisme salarial, le dualisme d'échelle et le dualisme d'évasion⁸.

En revanche, Cogneau et al. (1996) supposent que l'informel et le formel constituent deux secteurs de production différents même s'ils produisent des biens substituables. Cette considération conduit à appréhender le secteur informel beaucoup plus dans un cadre concurrentiel et crée, de ce fait, la ligne de démarcation entre ces travaux par rapport à ceux de Fortin et al. (1995). Pour Cogneau et al. (1996), il est question d'évaluer l'impact de l'ajustement budgétaire et monétaire mis sur pied au lendemain des PAS⁹ et la dévaluation de 1994. Les auteurs arrivent à la conclusion selon laquelle la production et l'emploi du secteur informel sont contra-cycliques, tandis que le revenu réel par tête apparaît peu sensible à la conjoncture des revenus formels.

3. Méthodologie

Partant des précisions sur le modèle qui sera implémenté, nous présentons d'une part les données de l'étude et d'autre part les scénarii simulés.

3.1 Le modèle

Pour atteindre nos objectifs de recherche, nous implémentons un modèle d'équilibre général calculable inspiré du modèle PEP 1-1 (Decaluwé et al., 2012). Il s'agit précisément de la version statique du modèle PEP 1-1 version 2.1

Le modèle dans sa version standard n'a pas subi de modification particulière (la structure de la MCS macro consignée en annexe 1 le témoigne), Toutefois, il convient de dire qu'une désagrégation de certains comptes a été réalisée dans le but de mieux ressortir la dichotomie

⁸ Dualisme salarial : inégalités des salaires à qualification identique ; dualisme d'échelle : discontinuité dans la distribution par taille des entreprises (les entreprises informelles sont en général de petite taille contrairement aux entreprises formelles qui sont grandes de taille, d'où la discontinuité) ; dualisme d'évasion : immersion des activités pour échapper aux contraintes légales (fiscalité).

⁹ Programme d'ajustement structurel.

formel-informel au sein de l'économie étudiée. Il s'agit des désagrégations des facteurs de productions notamment le facteur travail, des branches d'activité dont les notes méthodologiques y relatives sont consignées dans les annexes 2, 3 et 4. En outre, on note d'une part, une substitution entre produit formel et produit informel sur le marché des produits et, d'autre part, une différenciation de la rémunération du travail dans les deux secteurs (formel et informel).

3.2 Données de l'étude

Une matrice de comptabilité sociale (MCS) a été construite, grâce aux données issues des comptes nationaux 2010. Il s'agit précisément du Tableau des Ressources et Emplois (TRE) et du Tableau des Comptes Économiques Intégrées (TCEI). Le choix de l'année 2010 se justifie par deux éléments principaux. D'une part, elle se situe dans le cadre de la nouvelle série des comptes nationaux mise sur pied au Cameroun à la suite de la refonte de l'année de base¹⁰ en 2005. D'autre part, c'est l'année la plus récente pour laquelle la série complète des comptes nationaux définitifs est disponible. A côté des éléments issus des comptes nationaux, les informations relatives aux enquêtes ECAM¹¹ et EESI¹² sont mises à contribution pour désagréger les comptes des ménages ainsi que le compte des facteurs de production. Il convient de présenter brièvement la structure de cette MCS avant de faire une brève analyse sur les données qui y sont consignées.

3.2.1 Structure de la MCS

3.2.1.1 Les facteurs de production

Les facteurs de production sont traditionnellement le travail et le capital qui sont perçus au sein de la MCS en termes de « rémunération du travail » et « rémunération du capital ». Toutefois les comptes nationaux au Cameroun distinguent deux facteurs de production : le travail et l'EBE/revenu mixte. Ce dernier poste regroupe, en fait, la rémunération du capital et le revenu mixte qui est un mélange des rémunérations du travail et du capital. L'existence du revenu mixte est liée aux entrepreneurs individuels et autres unités de production informelles au sein desquelles l'absence de comptabilité ne permet pas de distinguer la rémunération du travail de l'entrepreneur et la rémunération du capital au sein de la valeur ajoutée. Afin de donner plus de sens aux chocs envisagés sur le marché du travail, des hypothèses ont été formulées en vue d'extraire la part du travail présente dans le revenu mixte. Ainsi, à l'aide du taux d'entreprenariat individuel par branche d'activité issu de EESI, nous avons estimé au niveau du TRE le volume des emplois individuels pour chaque branche d'activité, puis déduit la valeur des salaires y relative en mettant à contribution le niveau moyen des salaires par branches d'activités (voir annexe 3).

¹⁰ En effet, le Cameroun a mis sur pied en 2005 une nouvelle année de base pour les comptes nationaux. Cette année de base doit durer en principe dix années, au cours desquelles la structure des comptes nationaux ne devrait pas varier de manière significative. Donc, même si l'on peut penser que l'année 2010 est reculée, il faut dire que cela n'a pas d'incidence majeure sur les analyses économiques qui peuvent être faites.

¹¹ Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM 3).

¹² Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI 2).

Au-delà de la dislocation du revenu mixte, le compte des facteurs de production a également fait l'objet de deux désagrégations. La première porte sur une différenciation du travail en termes de travail scolarisé et travail non scolarisé afin de saisir l'impact d'une augmentation du travail scolarisé sur l'économie. La seconde crée une différenciation entre travail formel et travail informel au sein du travail scolarisé pour mieux se rapprocher des réalités de l'économie camerounaise où l'on observe un fort différentiel de rémunération du travail entre le secteur formel et le secteur informel. En somme, la MCS comporte quatre facteurs de production : le capital, le travail scolarisé formel, le travail scolarisé non formel et le travail non scolarisé.

3.2.1.2 Les agents

Les comptes des agents retracent les revenus reçus par ceux-ci ainsi que les utilisations qui en sont faites. En ligne, les revenus des facteurs proviennent de la rémunération des facteurs de production, les revenus de la propriété et les transferts courants. En colonne, les revenus des facteurs supportent la consommation finale et les opérations de distribution que sont les revenus de la propriété et les transferts courants.

Afin d'intégrer une dimension sociale dans l'étude, le compte des ménages a fait l'objet d'une désagrégation. Compte tenu du fait que la pauvreté monétaire au Cameroun varie grandement suivant le milieu de résidence, nous avons jugé utile de le désagréger suivant la pauvreté et le milieu de résidence. Ainsi, notre MCS distingue 04 catégories de ménages :

- un ménage pauvre rural;
- un ménage pauvre urbain;
- un ménage non pauvre rural et;
- un ménage non pauvre urbain.

Les résultats de l'Enquête Camerounaise Auprès des Ménages¹³ (ECAM, 2007) nous ont permis de faire une telle désagrégation. En effet, les variables « niveaux de vie » et « milieu » disponibles dans la base ECAM3 identifient respectivement le statut de l'individu en terme de pauvre ou non pauvre et le milieu de résidence en terme de rural et urbain. Il convient de préciser qu'il s'agit de la pauvreté monétaire que l'on définit de manière classique à partir du revenu de l'individu comparativement à une ligne de pauvreté (revenu seuil en deçà duquel l'individu est classé pauvre). A terme, cette désagrégation nous permettra de saisir l'impact social des chocs envisagés.

3.2.1.3 Les branches d'activité

Les comptes des activités présentent la génération du revenu par les activités et son affectation aux facteurs de production. En ligne, le revenu est généré par l'offre nationale et les exportations. En colonne, on note la rémunération des facteurs de production et les consommations intermédiaires. Traditionnellement l'on regroupe l'économie suivant trois grands

¹³ Enquête à couverture nationale.

secteurs d'activité : le primaire, le secondaire et le tertiaire. Cette classification ne permet pas de saisir clairement l'action publique et les activités commerciales qui méritent une attention particulière au regard de leur importance dans les économies en voie de développement et dans l'économie camerounaise en particulier. Ainsi, tout en restant dans la logique primaire, secondaire, tertiaire et non marchand d'une part et la distinction formel-informel d'autre part nous envisageons notre étude dans un environnement constitué de 20 branches d'activités tel que nous le présente le tableau en annexe (annexe 2).

3.2.1.4 Les produits

Les comptes des produits présentent l'équilibre entre l'ensemble des ressources et les emplois de l'économie. En colonne, nous avons l'offre locale (hors marges et taxes) et les marges de commerce sur l'offre locale. En ligne, sont consignés la consommation finale des ménages, la consommation publique, les consommations intermédiaires et les marges. En outre ce compte comprend autant de produits que de branches d'activité.

En outre, on dispose le compte de l'investissement qui retrace l'équilibre entre l'épargne et l'investissement (formation brute de capital fixe plus variation de stock). Aussi, existe un compte des exportations qui capte les échanges avec le reste du monde.

3.2.2 Quelques tableaux issus de la MCS

Tableau 1: Structure de la valeur ajoutée par branche d'activité et par secteur

Libellé	Industrie formel	Commerce formel	Tertiaire hors commerce formel	Administration	Autres services non marchand	Total Formel	Primaire	Industrie informel	Commerce informel	Tertiaire hors commerce informel	Total informel
VA/VAT	0,20	0,04	0,20	0,05	0,08	0,58	0,15	0,04	0,13	0,11	0,42
Va/(VA+CI)	0,49	0,69	0,54	0,53	0,69	0,54	0,70	0,26	0,64	0,50	0,51
LD/VA	0,23	0,20	0,35	0,68	0,64	0,37	0,23	0,63	0,21	0,50	0,33
LD_NS/VA	0,01	0,03	0,01	0,01	0,01	0,01	0,06	0,09	0,02	0,10	0,06
LD_S/VA	0,22	0,18	0,34	0,67	0,63	0,36	0,17	0,55	0,19	0,40	0,27
cap/VA ¹⁴	0,77	0,80	0,65	0,32	0,36	0,63	0,77	0,37	0,79	0,50	0,67

Source : MCS

VA : Valeur ajoutée de la branche; VAT : valeur ajoutée totale; CI : consommations intermédiaires; LD : demande de travail; LD_NS : demande de travail non scolarisé; LD_S : demande de travail scolarisé; cap : capital.

Tableau 2: Répartition par branche et par secteur des rémunérations du travail

Branche	Industrie formel	Commerce formel	tertiaire hors commerce formel	Adminis- tration	Autres services non marchand	Total formel	Primaire	Industrie informel	Commerce informel	tertiaire hors commerce informels	Total informel
L_NS	0,03	0,04	0,07	0,02	0,03	0,191	0,29	0,11	0,09	0,32	0,809
L_S	0,14	0,02	0,21	0,11	0,16	0,648	0,08	0,07	0,08	0,13	0,352
Cap	0,24	0,05	0,20	0,03	0,05	0,563	0,18	0,02	0,15	0,08	0,437

Source : MCS

3.2.2.1 Distribution de la valeur ajoutée

A la lumière du tableau 1 précédent, on réalise que le secteur formel hors services non marchands fournit 49% de la valeur ajoutée (VA) dans l'économie nationale, contre 27% pour le secteur informel hors primaire et respectivement 13% et 15% pour les activités non marchandes et le secteur primaire. Les services non marchands font référence aux activités de l'administration publique ainsi que les autres activités non marchandes fournies principalement par les Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBL). Si l'on regroupe le primaire au sein du secteur informel¹⁴ et les activités non marchande au sein du formel, l'on note une contribution globale de 58% du secteur formel à l'économie nationale contre 42% pour le secteur informel.

Raisonnant par secteur d'activité et en terme de part relative du formel par rapport à l'informel, il convient de noter que le secteur formel contribue à hauteur de 83% de la valeur ajoutée dans le secondaire (industrie) contre 17% pour le secteur informel. En ce qui concerne le commerce, la part du secteur informel est prédominante avec une part relative de 76% contre 24% pour le formel. Dans les autres branches du tertiaire (tertiaire hors commerce), on note à nouveau une prédominance des activités formelles avec une part relative estimée à 61% contre 39% pour le secteur informel.

En somme, l'économie camerounaise est marquée par une prédominance du secteur informel dans les branches commerce et agriculture qui, en réalité, sont caractérisées par une faible intensité capitalistique. Cette faiblesse pourrait justifier l'existence même de l'économie informelle dans la mesure où il s'agit, pour la majeure partie de ses acteurs, un lieu de refuge en attendant une meilleure conjoncture sur le marché du travail. Il s'agit également d'un secteur d'activité où les acteurs économiques peuvent accéder et ressortir aisément, sans difficultés particulières compte tenu du modeste volume d'investissement nécessaire.

3.2.2.2 Taux de valeur ajoutée dans la production

De manière globale, le taux de valeur ajoutée est plus important dans les branches formelles par rapport aux branches informelles. Cette différence est plus perceptible dans le secteur secondaire qui exige une technologie appropriée pour la transformation des produits. Le taux de valeur ajoutée y est de 0,49 dans le formel contre 0,26 dans l'informel. Dans le secteur tertiaire, les taux de valeur ajoutée sont de 0,69 et 0,54 pour le commerce et les autres activités tertiaires du secteur formel contre 0,64 et 0,50 respectivement dans le secteur informel. En outre, ce taux est plus élevé dans les industries extractives (0,85 pour le formel et 0,83 pour l'informel) et le secteur agricole (0,75). Il s'agit évidemment des branches à très faible taux de consommations intermédiaires par rapport à la production.

¹⁴ Ce qui n'est pas tout à fait absurde compte tenu du fait que l'agriculture qui représente l'essentiel de l'économie primaire est à plus de 80% effectuée par les actifs non formels. Cette situation se justifie par une forte prédominance de l'agriculture de subsistance.

3.2.2.3 Structure de la rémunération des facteurs

La rémunération du travail représente 35% de la valeur ajoutée contre 65% pour la rémunération du capital dans l'économie camerounaise. Vu sous l'angle de la distribution formelle-informelle, ce taux de rémunération du travail dans la valeur ajoutée est de 0,33 dans le secteur informel contre 0,37 dans le secteur formel. Ceci laisse une part suffisamment importante à la rémunération du capital. Ces parts sont estimés à hauteur de 0,63 pour les branches d'activité formelle contre 0,67 pour les branches informelles.

3.2.2.4 Structure de revenu des ménages

Tableau 3 : Structure de revenu des ménages

	<u>L_NS</u>	<u>L_S</u>	<u>Cap</u>	<u>Transfert</u>
hup	0,010	0,220	0,454	0,316
hrp	0,030	0,094	0,825	0,050
hur	0,025	0,544	0,389	0,042
hrr	0,075	0,231	0,648	0,047
Ensemble	0,039	0,392	0,516	0,052

Source : MCS

hup : ménage urbain pauvre; hrp : ménage rural pauvre; hur : ménages urbain riches; hrr : ménage rural riche.

Dans l'ensemble, les revenus des ménages proviennent essentiellement de la rémunération du capital. Cette rubrique fournit 51,6% des revenus contre 43,2% pour le travail et 5,2% pour les transferts. Le travail non scolarisé représente une modeste contribution de 3,9% des revenus, illustrant ainsi le fort taux de scolarisation dont fait preuve le pays. Nous entendons ici par travail non scolarisé, l'offre de travail issue des agents économiques n'ayant pas accomplis avec succès le cycle primaire, autrement dit ceux n'ayant aucun diplôme scolaire.

Par ailleurs, il faut dire que d'après les données de l'enquête auprès des ménages au Cameroun (ECAM3), la structure des revenus des ménages varie suivant le niveau de vie (pauvre ou non pauvre) et le milieu de résidence (urbain ou rural). Une désagrégation du compte des ménages suivant ces deux variables permet de saisir la différence de comportement qui peut être observé d'un ménage à un autre en fonction des caractéristiques de celles-ci

3.2.2.5 Structure du revenu des Firmes

Le revenu des firmes provient de la rémunération du capital à hauteur de 95,2% contre 2,4% pour les transferts issus du reste du monde. Les transferts issus des autres agents notamment les ménages d'une part et l'administration + ISBL d'autre part représentent des parts marginales respectives de 1% et 1,5%.

Tableau 4 : Structure des revenus des firmes

	Revenu du capital/Rev Mixte	Transferts reçus du gouvernement	Transfert reçus des ménages	Transferts reçus du Row	
valeur_MCS	2618851	40351	28037	65010	2752249
part	0,952	0,015	0,010	0,024	1

Source : MCS

Le revenu des firmes est consacré à quatre emplois principaux : les transferts aux ménages à hauteur de 8%, les transferts vers le reste du monde à hauteur de 0,4%, le paiement des taxes directes (9%), les transferts à l'administration (+ ISBL) de l'ordre de 22% et le reliquat, soit 56%, est destiné à l'épargne. Les transferts au gouvernement dont il est question ici regroupent en grande partie le paiement des prestations sociales. Les transferts aux ménages, quant à eux, sont relatifs aux dons et autres assistances sociales que les firmes offrent aux ménages soit dans le cadre de leur entreprise mère soit dans le cadre des fondations qu'elles créent à but social.

Tableau 5 : Structure des dépenses des firmes

	transferts aux ménages	transferts au Row	transfert au gvt	taxe directes	Epargne	total
valeur_MCS	219443	121 936	598244	259864	1552763	2752249
part	0,08	0,04	0,22	0,09	0,56	1

Source : MCS

3.2.2.6 Structure du revenu de l'Administration et de l'ISBL

Les revenus de l'administration et les Institutions sans but lucratif (ISBL) proviennent essentiellement des taxes et transferts reçus des firmes (25%), les impôts indirects (26%) des impôts directs (20%). Les impôts indirects sont constitués pour l'essentiel de la TVA, tandis que les transferts sont constitués essentiellement des prestations sociales et le revenu de la propriété reçus. Les impôts sur les échanges extérieurs (importations et exportations) et les impôts sur la production occupent une place marginale avec des parts respectives de 10% et 2%.

Tableau 6 : Structure des revenus

libellé	valeur	Part
revenu du capital	195995	0,08
transferts reçus des firmes	598244	0,25
transferts reçus des ménages	122372	0,05
transferts reçus de ROW	75364	0,03
impôts sur les importations	236298	0,10
taxes indirectes (impôt sur produits)	614311	0,26
impôts directs (impôts sur le revenu et le capital)	479966	0,20
Impôts sur la production	38741	0,02
impôts sur les exportations	7222	0,00
total ¹⁵	2368514	1

Source : MCS

¹⁵ La différence entre ce montant et celui présent dans la MCS est relatif aux transferts des Administrations vers elles-mêmes (142142) qui ne sont pas prise en compte dans ce tableau.

Les dépenses des administrations (+ISBL) sont consacrées à hauteur de 74% vers la consommation publique. Les transferts en direction des ménages occupent 10% des revenus des administrations tandis que 12% est destiné à l'épargne. Il convient de dire que le caractère modeste de l'épargne de l'administration est lié à la fusion au sein de la MCS avec les ISBL qui elle dispose d'une épargne négative. En effet, au sein du TCEI, l'épargne de l'administration publique est de 455541 millions contre -164657 millions pour les ISBL.

Tableau 7: Structure des dépenses

	transferts aux ménages	transferts aux firmes	transferts au Row	Consommation publique	Epargne	total
valeur_MCS	230542	40351	42 742	1763995	290884	2368514
part	0,10	0,02	0,02	0,74	0,12	1

Source : MCS

3.2.3 Structure des impôts sur les produits

Du fait de l'incapacité des pouvoirs publics à maîtriser les circuits de production et de distribution des produits informels, les impôts sur les produits, en l'occurrence la TVA, ne sont pas collectés sur les produits du secteur informel. Seuls les produits issus des branches d'activités formelles font l'objet d'une imposition. A la lumière du tableau 8 ci-après, on relève que la majeure partie des impôts sur produits concerne les produits de l'industrie et les services marchands. L'industrie agroalimentaire, malgré son importance au sein de l'économie ne représente que 13% de l'impôt sur les produits. Cette situation est relative à la défiscalisation d'un certain nombre de produits de première nécessité en vue d'assouplir la contrainte budgétaire des ménages, dans un contexte de lutte contre la pauvreté.

Tableau 8: Structure des impôts sur produits¹⁶

Produit	Impôt net	part
autre_ind_f	261432	43%
autre_ser_m_f	125087	20%
ind_agro_f	80269	13%
transp_f	71344	12%
autre_Pri	35350	6%
restau_f	33736	5%
ind_Extr_f	4588	1%
agri	1482	0%
autre_ser_nm	1023	0%
total	614311	100%

Source : MCS

¹⁶ Voir Annexe 2, Tableau A3 pour l'expression des différentes abréviations.

3.2.4 Calibrage du modèle

Un certain nombre de paramètres relatifs aux relations économiques, notamment ceux qui ont trait aux équilibres comptables seront déduits de manière empirique à partir de la MCS. Celles relatives aux relations de comportements sont calibrées suivant la méthodologie du modèle PEP 1-1.

3.3 Scenarii simulés

En rapport avec nos objectifs de recherche, deux scenarii sont simulés.

Sim 1 : fiscalisation des produits du secteur informel. Ce scénario fait l'hypothèse qu'un meilleur suivi du secteur informel (en vue de sa migration vers le secteur formel) peut revaloriser le volume des recettes publiques. Ce scénario mérite un commentaire : même si cette hypothèse relative à la migration de l'informel vers le formel est assez optimiste, elle n'est pas « vide » de sens au regard de la politique gouvernementale. En effet, le suivi des activités informelles en vue de leur migration vers le formel est placée au centre des préoccupations gouvernementales et se justifie par la mise sur pied des structures d'encadrement que sont le PIAASI et le PAJER-U¹⁷. C'est d'ailleurs l'un des objectifs spécifique du PIAASI. Pour tenir compte du fait qu'une migration complète du secteur informel est un objectif difficilement envisageable, nous formulons l'hypothèse d'une migration à hauteur de 50%.

Sim 2 : Réduction de 25% des taux d'imposition sur la valeur ajoutée sur les produits (formels) les plus consommés par les pauvres et réduction des dépenses publiques (11%) en vue de neutraliser l'effet sur le solde budgétaire. Il ressort de la structure de la consommation des ménages que les produits de l'agro-industrie, des autres industries ainsi que les autres services marchands sont les biens et services du secteur formel les plus consommés par les pauvres (voir annexe 5.1). Ce second scénario vise à réduire le prix à la consommation des prix avec pour effet escompté une amélioration du pouvoir d'achat et donc du niveau de vie des ménages en général et des ménages pauvres en particulier. Toutefois, afin de neutraliser l'effet de cet impact dont l'incidence directe est le déséquilibre des finances publiques, il est envisagé comme mesure d'accompagnement une réduction des dépenses publiques.

¹⁷ PIAASI : Programme Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel ; PAJER-U : Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine.

4 Incidence des simulations

4.1 Incidence du scénario 1

4.1.1 Incidence sur les prix à la consommation

Au regard de la structure de formation des prix (Cf. annexe 6), il convient de dire que l'élargissement de l'assiette fiscale aux produits du secteur informel a une incidence directe sur les prix à la consommation des biens et services dans ce secteur. En effet, les biens consommés par les ménages sont des biens composites qui combinent les produits locaux et les produits importés. Ainsi, les prix à la consommation des produits sont perçus comme une moyenne pondérée des prix locaux et importés. Le prix d'un bien domestique i est constitué du prix de ce bien (hors taxes sur produits) pondéré par le taux d'imposition sur ce produit et les marges, notamment les marges de transport et de commerce.

Ainsi, une extension de l'assiette fiscale au produit informel engendre une hausse du taux d'imposition sur les produits informels (initialement non taxés). La hausse du taux d'imposition sur les produits engendre une hausse des prix des produits domestiques, puis des prix à la consommation. Cette spirale explique la hausse générale des prix à la consommation des biens du secteur informel. Le transport informel ($transp_nf$), les autres services non marchands informels ($autre_ser_m_nf$), la restauration ($restau_nf$) et les produits des autres industries informelles ($autre_ind_nf$) accusent des hausses respectives de 4,02%, 4,12%, 3,47% et 3,29%. L'importance de l'inflation dans ces branches est liée au taux d'imposition particulièrement élevé sur ces produits.

En revanche, la construction informelle ($constr_nf$), les autres produits du primaire ($autre_pri$) et l'industrie extractive non formelle (ind_Ext_nf) enregistrent des hausses modérées des prix à la consommation en raison de la faiblesse des taux d'imposition dont ils font preuve.

Dans le secteur formel, certes les taux d'imposition sur les produits restent inchangés mais la mauvaise conjoncture observée sur les prix des biens du secteur informel entraîne relativement une baisse des prix des biens formels. A cet effet, les services marchands formels accusent une baisse de 0,29 point ; les autres services non marchands ($autre_ser_nm$) qui sont constitués essentiellement de l'éducation et de la santé baissent de 0,16% ; les produits de l'industrie agroalimentaire (ind_agro_f) et de l'industrie extractive (ind_extr_f) baissent respectivement de 0,13% et 0,15%. En revanche, on observe une rigidité à la baisse des prix des produits des autres industries¹⁸ ($autre_ind_f$), de la construction et de la restauration qui accusent des hausses respectives de 0,13%, 1,26% et 0,76%. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que la construction et certains produits de l'industrie sont orientés plus vers l'investissement.

¹⁸ Comme on peut le relever au niveau de la nomenclature des produits et branches consignés en annexes, l'autre industrie regroupe les industries autre que l'industrie agroalimentaire et l'industrie extractive.

De manière globale, la hausse générale des prix des différents produits issus du secteur informel induit une inflation dans le secteur informel estimée à 1,84 point, tandis qu'on observe une légère baisse des prix des produits dans le secteur formel en moyenne de 0,016%. La résultante des effets observés dans les secteurs formel et informel induit une hausse de l'indice des prix à la consommation (0,89%) dans l'économie nationale.

Tableau 8.1 : Incidence du scénario 1 sur les prix à la consommation

Informel	variation prix(%)	Formel	variation prix(%)
agri	-0,130	adm	-0,118
autre_ind_nf	3,299	autre_ind_f	0,132
autre_Pri	0,208	autre_ser_m_f	-0,292
autre_ser_m_nf	4,125	autre_ser_nm	-0,160
cce_nf	0,020	cce_f	-0,178
constr_nf	0,468	constr_f	1,262
ind_agro_nf	2,643	ind_agro_f	-0,136
ind_Ext_nf	0,328	ind_Ext_f	-0,151
restau_nf	3,474	restau_f	0,761
transp_nf	4,022	transp_f	-0,004

Source : nos estimations

4.1.2 Incidence sur la demande de biens

L'évolution des prix observés précédemment à une incidence sur les composantes de la demande notamment la consommation finale et la demande intermédiaire. Ainsi, la hausse des prix des produits informels entraîne une baisse de la demande desdits biens. Les baisses majeures sont observées au sein des autres services marchands (autre_ser_m_nf), les services de transport (transp_nf) et les services de restauration (restau_nf). Celles-ci enregistrent respectivement des évolutions de la demande de consommation finale estimées à -4,40%, -4,17% et -3,81%. Ce qui s'explique par l'importance de la variation observée au sein des prix desdits services. Et ce, d'autant plus que la demande est une fonction décroissante du prix. Dans le même ordre d'idées, on relèvera que les autres produits du primaire (autre_pri), la construction (constr_nf), l'industrie extractive (ind_Ext_nf) accusent des baisses des demandes de consommation finale relativement faibles, en rapport avec les variations de leurs prix.

Dans le secteur formel, on note également une baisse de la demande de consommation finale des produits. En effet, on observe une diminution de la demande de consommation finale en services de restauration (-2,06%), de transport (-1,57), en autres services marchands (-1,39%) et en services non marchands (-1,57% pour les services de l'administration et -1,54% pour les autres services non marchands). Dans le secondaire, la demande des produits de l'industrie extractive se dégrade de 1,5 point tandis que celle des produits des autres industries décroît de 1,73%. Cette tendance à la baisse de la demande des produits du secteur formel contraste, quelque peu, avec l'évolution des prix desdits biens. Néanmoins, on pourrait expliquer cette rigidité à la

hausse de la demande de consommation finale, en présence d'une baisse des prix, par une dégradation des revenus des ménages. En effet, eu égard à l'incidence négative observée sur le marché du travail (voir section 4.1.4 ci-dessous), le revenu disponible des ménages se dégrade et engendre une baisse de leur budget de consommation.

Pour ce qui est de la demande intermédiaire, l'on remarque une décroissance bien plus importante de la demande de consommation intermédiaire des produits du secteur informel par rapport à ceux du secteur formel. Cette différence de trend est liée à l'imputation de l'impôt sur produit qui a contribué à renchérir, de manière générale, les prix des produits issus du secteur informel par rapport à ceux issus du formel. La demande de biens pour motif d'investissement subit une hausse sur l'ensemble des produits, ce qui se traduit par une baisse de l'indice de prix de l'investissement.

En particulier, l'investissement en biens de construction croît de 1,24 point dans le secteur formel contre 0,33 point dans l'informel.

Quant à la demande de biens faite par l'administration publique, il convient d'abord de dire que la hausse du taux d'imposition sur les produits du secteur informel a pour conséquence immédiate une hausse des revenus de l'État, ce qui entraîne une stimulation des dépenses de consommation finale chez ce dernier. Il en résulte une hausse de la demande des différents biens sur lesquels porte la dépense publique de consommation finale, notamment les produits de l'autre industrie (0,14%), les autres services non marchands (0,42%) et les services de transports (0,37%).

Tableau 8.2 : Incidence du scénario 1 sur les principales composantes de la demande

Branche	Consommation (C)	Demande intermédiaire (DIT)	Investissement (INV)	Consommation publique (CG)
formel	-1,60%	-0,68%	1,12%	
adm	-1,57%			0,39%
autre_ind_f	-1,73%	-0,42%	1,47%	0,14%
autre_ser_m_f	-1,39%	-0,53%	1,99%	
autre_ser_nm	-1,54%	-0,96%		0,42%
cce_f				
constr_f	-2,50%	-0,26%	0,33%	
ind_agro_f	-1,49%	-1,51%		
ind_Extr_f	-1,50%	-0,56%		
restau_f	-2,06%	-0,48%		
transp_f	-1,57%	-1,18%		0,37%
informel	-2,75%	-1,68%	0,55%	
agri	-0,87%	-2,13%	1,96%	
autre_ind_nf	-3,73%	-0,96%	-1,52%	
autre_Pri	-1,57%	-1,47%	1,65%	
autre_ser_m_nf	-4,40%	-1,72%		
cce_nf				
constr_nf	-1,86%	-0,90%	1,24%	
ind_agro_nf	-3,28%	-2,32%		
ind_Extr_nf	-1,95%	-0,53%		
restau_nf	-3,81%	-1,43%		
transp_nf	-4,17%	-1,44%		
Ensemble	-2,07%	-1,03%	0,95%	0,33%

Source : nos estimations

4.1.3 Incidence sur l'offre de biens

La tendance baissière observée précédemment sur les différentes composantes de la demande sur le marché des biens et services (voir tableau 8.2 ci-dessus) a une incidence sur l'offre des biens et services dans les différentes branches de production.

Dans le secteur informel, on note au niveau du primaire, une baisse de la production agricole (0,89%), ainsi que celle des autres produits du primaire (-1,59%). Dans le secondaire, le relâchement de l'activité est plus prononcé avec une diminution de 1,33% dans l'industrie extractive et de 2,04% dans les autres industries. Dans le tertiaire, la branche restauration accuse une décroissance de la production de 3,41 points, accompagnée de 2,54 points pour la branche transport et 3,95 points pour les autres services marchands. Compte tenu du fait que nous avons formulé une hypothèse d'absence d'exportation des biens informels¹⁹, toute la production du secteur informel est échangée sur le marché local. Comme implication, les évolutions observées au sein de la production en biens du secteur informel sont identiques à celles de l'offre locale des biens concernés. Néanmoins une différence d'évolution est perceptible au sein du primaire : la production baisse de 0,89% tandis que l'offre nationale baisse de 1,17%. De même, les autres produits du primaire se dégradent de 1,42% en terme de production et de 1,91% pour ce qui de l'offre locale. L'écart de comportement entre l'offre locale et la production dans ces branches est lié aux exportations²⁰. Ces derniers croissent de 0,09% pour les produits de l'agriculture et accuse un léger repli de 0,49% pour les autres produits du primaire.

L'offre locale et la production des biens dans l'économie formelle présentent pareillement des évolutions tributaires de celle de la demande. Précisément, dans le secondaire, on relève une hausse de la production dans l'industrie extractive (2,19%), ce qui engendre une hausse de l'offre locale (2,49%) et des exportations (2,09%). La hausse de la production locale dans cette branche contribue à limiter les importations d'où la baisse de celles-ci (-1,32%). En réalité, il faut dire que la baisse des importations est liée à la baisse de la demande de consommation finale, dans la mesure où les produits de l'industrie extractive consommés au Cameroun proviennent des importations : la technologie disponible n'étant pas capable de transformer les produits locaux. La quasi-totalité de la production à l'état brut de cette branche est donc exportée. On observe également un repli de la production dans l'industrie agroalimentaire (-0,90%), ce qui engendre une baisse beaucoup plus importante sur l'offre locale (-0,99%), en raison de la rigidité à la baisse observée au niveau des exportations (+0,15%). D'une manière quasi générale, le tertiaire formel présente une évolution similaire. En effet, les services marchands notamment le transport (transp_f) et les autres services marchands (autre_ser_m_f) présentent une baisse de leurs

¹⁹ Hypothèse non moins discutable mais nécessaire pour mener à bien la construction de la MCS, en absence d'informations sur les échanges informels internationaux au Cameroun. En effet, Au sein des comptes nationaux, les données du commerce extérieur sont issues de la balance de paiement qui, elle, s'appuie sur les statistiques douanières et, de ce fait, ne prennent pas en compte les échanges informels.

²⁰ Les exportations apparaissent dans ces branches, puisque, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle tout le secteur primaire est imputable au secteur informel.

productions, baisse accentuée au niveau de l'offre locale sous l'effet d'une hausse des exportations relativement bon marché.

Tableau 8.3 : Incidence du scénario 1 sur l'offre et les exportations

Branche	Production totale (XST)	Offre locale (DS)	Importations (IM)	Exportation (Exp)
formel	-0,11%	-0,31%		0,65%
adm	0,39%	0,39%		
autre_ind_f	-0,04%	-0,09%	-0,41%	0,10%
autre_ser_m_f	0,10%	0,03%	-1,95%	0,64%
autre_ser_nm	-0,61%	-0,65%	-1,60%	0,11%
cce_f	-0,76%	-0,76%		
constr_f	-0,86%	-0,87%	2,33%	-1,01%
ind_agro_f	-0,90%	-0,99%	-2,32%	0,15%
ind_Extr_f	2,19%	2,46%	-1,32%	2,09%
restau_f	-1,23%	-1,24%	-0,55%	-0,99%
transp_f	-0,59%	-0,87%	-1,99%	0,11%
informel	-1,90%	-2,00%		
agri	-0,89%	-1,17%	-2,31%	0,09%
autre_ind_nf	-2,04%	-2,04%		
autre_Pri	-1,42%	-1,59%	-1,91%	-0,49%
autre_ser_m_nf	-3,95%	-3,95%		
cce_nf	-1,79%	-1,79%		
constr_nf	1,43%	1,43%		
ind_agro_nf	-2,92%	-2,92%		
ind_Extr_nf	-1,33%	-1,33%		
restau_nf	-3,41%	-3,41%		
transp_nf	-2,54%	-2,54%		
Ensemble	-0,86%	-1,09%	-1,20%	

Source : Nos estimations

4.1.4 Incidence sur le marché du travail

Le modèle implémenté fait l'hypothèse classique selon laquelle la production est établie à partir de deux inputs notamment le travail et le capital suivant une technologie CES (voir équations du modèle, annexe 6). De ce point de vue, une baisse de la production telle que nous venons de réaliser précédemment (voir tableau 8.3) se traduirait évidemment par une baisse de la demande des facteurs de production. Ce lien permet d'expliquer la baisse de la demande de travail composite observée d'une part dans le secteur informel et d'autre part dans le secteur formel.

Dans le secteur informel, la baisse est plus prononcée. Elle est de 2,41% dans la branche agriculture, 3,17% dans les autres branches du primaire. Dans le secteur secondaire, on note une baisse de 2,05% dans l'industrie extractive contre 3,70% dans l'industrie agroalimentaire et 2,70% dans les autres branches du secondaire. Les services enregistrent une contraction de la demande de travail de 5,02% dans la restauration, 3,97% dans le transport et 3,40% dans le commerce. Dans le secteur formel, les baisses sont respectivement de 2,50% et 1,25% pour l'industrie agroalimentaire et les autres industries. L'industrie extractive observe un comportement contra-cyclique avec une hausse de 0,19% que l'on pourrait expliquer par l'évolution de sa production. Dans le tertiaire, l'évolution de la demande de travail est de -2,40% dans la branche

commerce, -2,64% dans la branche restauration, -2,33% dans la branche transport, -0,28% dans l'administration et -1,36% pour les branches relatives aux autres services marchands.

Cette baisse généralisée de la demande de travail à une incidence sur le revenu des ménages. En effet, faut-il le rappeler, l'hypothèse de plein emploi a été formulée dans cette étude sous l'impulsion des résultats de l'enquête sur l'emploi (EESI2) qui révèle un faible taux de chômage et soulève le problème de sous-emploi. Ainsi la baisse de la demande d'emploi dans les différentes branches d'activité va se traduire par une hausse du sous-emploi, lequel limitera les possibilités de revenu des ménages et induira une perte de leur pouvoir d'achat. En effet, dans le milieu rural, la baisse du revenu disponible est de 1,46% chez les ménages pauvres tandis qu'elle est de 1,52% chez les riches. En milieu urbain, le revenu disponible s'affaiblit de 1,21% chez les ménages pauvres contre 1,67% pour les riches. Ces baisses de revenu, qui sont identiques à celles de la consommation totale pour chaque type de ménages, traduisent l'effet direct que le revenu exerce sur la consommation. Quoiqu'il en soit, deux implications majeures méritent d'être soulignées en rapport avec ces évolutions des revenus. La première, relative au marché des biens, invite à percevoir la baisse du pouvoir d'achat des ménages comme une explication supplémentaire à la baisse de la demande de consommation finale telle que nous avons relevée dans le tableau 8.2. La seconde, relative au plan social, met en lumière le caractère « pro pauvre » de la taxation des produits informels, eu égard au fait que cette mesure dégrade moins les revenus des pauvres que ceux des riches.

Tableau 8.4 : Incidence du scénario 1 sur la valeur ajoutée et la demande de travail

Branche	Valeur ajoutée (VA)	Demande de travail composite (LDC)
formel	0,05%	-1,28%
adm	0,39%	-0,28%
autre_ind_f	-0,04%	-1,25%
autre_ser_m_f	0,10%	-1,18%
autre_ser_nm	-0,61%	-1,36%
cce_f	-0,76%	-2,40%
constr_f	-0,86%	-1,48%
ind_agro_f	-0,90%	-2,52%
ind_Ext_f	2,19%	0,19%
restau_f	-1,23%	-2,64%
transp_f	-0,59%	-2,33%
informel	-1,75%	-3,07%
agri	-0,89%	-2,41%
autre_ind_nf	-2,04%	-2,76%
autre_Pri	-1,42%	-3,17%
autre_ser_m_nf	-3,95%	-4,26%
cce_nf	-1,79%	-3,40%
constr_nf	1,43%	0,24%
ind_agro_nf	-2,92%	-3,70%
ind_Ext_nf	-1,33%	-2,05%
restau_nf	-3,41%	-5,02%
transp_nf	-2,54%	-3,97%
Ensemble	-0,89%	-2,45%

Source : nos estimations

4.1.5 Incidence sur le PIB

Le Produit Intérieur Brut (PIB)²¹ étant essentiellement une agrégation des valeurs ajoutées des branches d'activité dans une économie, il convient d'aborder l'analyse du PIB par l'évolution des valeurs ajoutées sectorielles. L'évolution de la valeur ajoutée est intimement liée à la production, variable sur laquelle elle est liée par une proportion fixe. De ce point de vue, les évolutions de la valeur ajoutée sont identiques à celles de la production dans chacune des branches d'activité. Il y a lieu de dire que la fiscalisation des produits du secteur informel conduit à une baisse de la valeur ajoutée dudit secteur. Celle-ci décroît de 3,07 points sous l'effet de la branche restauration qui accuse une baisse de 5,02%, les branches transport et autres services marchands dont les valeurs ajoutées décroissent de 3,97% et 4,26% respectivement. On peut remarquer qu'il s'agit en particulier des branches du tertiaire. Ce qui n'est surprenant lorsqu'on sait que l'économie camerounaise est tirée dans le secteur des services. Dans le secteur formel, le repli de l'activité observée précédemment (baisse de la production) engendre une baisse proportionnelle de la valeur ajoutée (-1,28%). En somme, la valeur ajoutée globale de l'économie recule de 2,45 point.

Pour mettre en exergue l'effet des impôts sur les produits, objet de la présente simulation, nous distinguons les effets sur le PIB à prix de base des effets sur le PIB au prix du marché²². Il vient qu'une fiscalisation de la moitié des produits issus du secteur informel entraîne au niveau macroéconomique une dégradation du produit intérieur brut (PIB) nominal à prix de base (-0,83%) et une stimulation du PIB à prix du marché (0,45%). Cette différence de comportement est liée à la structure des deux agrégats. En effet, le PIB à prix du marché prend en compte les impôts sur les produits dont le volume a particulièrement augmenté à la suite du présent choc, ce qui a contribué à l'assouplissement de l'effet négatif observé sur la valeur ajoutée des branches informelles. Toutefois, l'évolution de ces valeurs nominales est contrastée par celle des prix et il en résulte un effet négatif sur la croissance réelle.

Tableau 8.5 : Impact du scénario 1 sur le PIB

	valGDP_BP	valGDP_BP_REAL	valGDP_MP	valGDP_MP_REAL
BASE	12183229	12183229	13041060	13041060
SIM1	12082554	12140859	13099543	12983830
VAR (%)	-0,83	-0,35	0,45	-0,44

Source : nos estimations

ValGDP_BP : PIB à prix de base; ValGDP_BP_REAL : PIB réel à prix de base; ValGDP_MP : PIB au prix du marché; valGDP_MP_REAL : PIB réel au prix du marché

²¹ Optique production.

²² Définition : voir équations 90 et 91, Annexe 5, pour les contenus des 02 concepts.

4.2 Incidence du scénario 2

4.2.1 Incidence sur les composantes de la demande

Une baisse des impôts sur les produits consommés par les pauvres induit une baisse du prix à la consommation notamment des produits de l'industrie agroalimentaire (*ind_agro_f*), ceux des autres industries (*autre_ind_f*) et les services marchands (*autre_ser_m_f*). Compte tenu du fait que l'impôt sur les produits est un élément de formation des prix à la consommation, la baisse des taux d'imposition ainsi envisagée a une incidence directe sur les prix à la consommation des produits concernés. Les prix des produits de l'industrie agroalimentaire baissent de 1,47%, ceux des autres industries se dégradent de 1,68% et ceux des services marchands de 1,79%.

Même si la baisse des prix concerne principalement les produits ayant bénéficiés de la réduction du taux d'imposition, on observe, néanmoins, un effet d'entraînement sur les autres branches d'activité de l'économie. Dans le secteur formel, les prix des services non marchands baissent de 0,67 point pour l'administration (*adm*) et de 0,48 pour les autres services non marchands. Dans la branche construction, on relève un recul de 0,54 point contre 0,55 point dans la restauration et 0,32 point pour le transport. Dans le secteur informel, l'effet d'entraînement est également perceptible. Les produits agricoles reculent de 0,2 point tandis que ceux des autres produits du primaire enregistrent une évolution de -0,21 point. Dans le secondaire, les baisses sont respectivement de 0,26% et 0,03 pour l'agroalimentaire et l'industrie extractive. La dégradation est un peu plus accentuée au niveau des services notamment le transport (-0,30%) et la restauration (-0,38%). En résumé, les prix à la consommation finale évoluent en moyenne de -0,25% dans le secteur informel contre -0,82% dans le secteur formel. Ceux des consommations intermédiaires, quant à eux, ont une évolution similaire.

Traditionnellement, la baisse des prix entraîne une hausse de la demande des biens, mais cette analyse de l'école classique est menée « toutes choses égales par ailleurs », supposant une fixité du revenu. Dans le cadre de la présente simulation la réalité est autre : il se trouve que la baisse des impôts contribue à dégrader le revenu de l'État, employeur majeur qui se distingue aussi son taux de rémunération du travail. Ce qui conduit à des ajustements de sa demande de travail avec incidence négative sur les revenus des ménages. De plus, la baisse des impôts est accompagnée d'une réduction des dépenses publiques. Du coup, du côté des ménages, les possibilités de consommations sont contraintes par le revenu tandis que du côté de l'État, les dépenses de consommation sont limitées par la contrainte budgétaire (stabilisation du solde budgétaire). Fort de ces deux phénomènes, on assiste inévitablement à la baisse de la demande de consommation finale.

Dans le secteur formel, la baisse de la consommation finale est plus perceptible sur les produits ayant subi une modification des prix. Elle est de 0,84% pour les produits des autres industries formelles et 0,90% sur les autres services marchands. En moyenne le secteur formel accuse une baisse de 0,52% de la demande de consommation finale tandis que le secteur informel réalise

une légère hausse (0,08). Il y a alors lieu de penser que la baisse des impôts sur les produits formels a contribué, sous l'effet conjugué d'une baisse des dépenses publiques, à une réduction de la demande de consommation dans ce secteur au bénéfice de ceux de l'informel (voir tableau 9.1, plus bas).

4.2.2 Incidence sur les composantes de l'offre

La baisse de la demande de biens pour motif de consommation finale relevée précédemment engendre, à l'équilibre, une incidence négative sur l'offre des biens concernés. Toutefois, de par la structure de la fonction de production, on pourrait lier directement l'évolution de la production à celle de la demande de travail. Cette analyse est particulièrement vraisemblable dans le secteur public. En effet, la branche administration accuse une baisse particulière de sa production totale (10,44%) en raison de l'impact négatif observé sur le marché du travail (-10,44%). La baisse de la demande de travail limite les possibilités de production. Cette relation positive entre la demande de travail et la production explique la dégradation de la production dans les différentes branches d'activité aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel.

En effet, dans le secteur formel, le secondaire observe une hausse de la production de 0,48% dans l'industrie extractive, 0,41% dans l'industrie agroalimentaire et 1,71% dans les autres industries ; le tertiaire réalise des hausses de 0,36% dans le transport, 3,37% dans la construction et 0,94% dans le commerce. En revanche, un relâchement de l'activité économique est observé dans la restauration (1,52%), les autres services marchands (-0,46%) et les autres services non marchands (-3,69). Ces évolutions de la production des branches d'activités expliquent les évolutions des valeurs ajoutées d'une part, et de l'offre locale des biens correspondants d'autre part. L'égalité entre la variation de la production et celle de la valeur ajoutée, dans chacune des branches, est liée à la fixité des coefficients techniques.

Tableau 9.1 : Impact sur quelques éléments de l'offre et de la demande - simulation 2

branche	XST	DS	VA	C	LDC	PCI	PC
formel	-0,89%	-1,19%	-0,89%	-0,52%	-2,13%	-1,01%	-0,82%
adm	-10,44%	-10,44%	-10,44%	-0,10%	-10,45%	-1,42%	-0,67%
autre_ind_f	1,71%	1,86%	1,71%	-0,84%	1,69%	-0,74%	-1,68%
autre_ser_m_f	-0,46%	-0,54%	-0,46%	-0,90%	-0,48%	-1,37%	-1,79%
autre_ser_nm	-3,69%	-3,83%	-3,69%	0,00%	-3,71%	-1,37%	-0,48%
cce_f	0,94%	0,94%	0,94%	#N/A	0,90%	-0,91%	-0,28%
constr_f	3,37%	3,37%	3,37%	-0,03%	3,36%	-0,65%	-0,54%
ind_agro_f	0,41%	0,38%	0,41%	-0,71%	0,38%	-1,06%	-1,47%
ind_Extr_f	0,48%	0,57%	0,48%	0,15%	0,44%	-1,18%	-0,07%
restau_f	-1,52%	-1,58%	-1,52%	-0,06%	-1,55%	-0,68%	-0,55%
transp_f	0,36%	0,26%	0,36%	0,11%	0,33%	-0,94%	-0,32%
informel	0,53%	0,52%	0,53%	0,08%	0,56%	-0,56%	-0,25%
agri	-0,14%	-0,20%	-0,14%	0,05%	-0,17%	-0,47%	-0,20%

autre_ind_nf	1,23%	1,23%	1,23%	0,07%	1,21%	-0,35%	-0,28%
autre_Pri	0,61%	0,63%	0,61%	0,08%	0,57%	-0,45%	-0,21%
autre_ser_m_nf	0,55%	0,55%	0,55%	0,07%	0,54%	-0,71%	-0,31%
cce_nf	0,67%	0,67%	0,67%	#N/A	0,64%	-0,84%	-0,32%
constr_nf	2,65%	2,65%	2,65%	0,09%	2,62%	-0,62%	-0,25%
ind_agro_nf	-0,23%	-0,23%	-0,23%	0,12%	-0,25%	-0,32%	-0,26%
ind_Extr_nf	1,18%	1,18%	1,18%	0,23%	1,17%	-0,71%	-0,03%
restau_nf	0,10%	0,10%	0,10%	0,09%	0,07%	-0,59%	-0,38%
transp_nf	0,18%	0,18%	0,18%	0,13%	0,15%	-0,65%	-0,30%
Economie globale	-0,15%	-0,40%	-0,15%	-0,27%	-0,38%	-0,78%	-0,51%

Source : nos estimations

4.2.3 Incidence sur le PIB

Les évolutions de la valeur ajoutée des branches présentent, en résumé, une baisse de 0,89 point de la valeur ajoutée dans le secteur formel, accompagnée d'une hausse de l'ordre de 0,53% dans le secteur informel. Les effets positifs observés sur le secteur informel amortissent les effets négatifs dus au secteur formel et il en résulte un effet négatif moins prononcé (-0,15%) sur la valeur ajoutée de l'économie totale. Toutefois, l'évolution des impôts et taxes va conduire à une amplification des effets sur le PIB. C'est ainsi qu'on observe un recul de la croissance du PIB à prix de base de l'ordre de 0,43%. Compte tenu du fait que les impôts indirects (dont la baisse fait l'objet du présent choc) forment une sous composante du PIB au prix du marché, on note une incidence bien plus importante sur le PIB au prix du marché (-1,28%). Par ailleurs, la baisse des prix engendre celle du déflateur du PIB et conduit à une réduction des effets sur la croissance réelle.

Tableau 9.2 : Impact sur le PIB, simulation 2

	valGDP_BP	valGDP_BP_REAL	valGDP_MP	valGDP_MP_REAL
BASE	12183229	12183229	13041060	13041060
SIM1	12131187,2	12133440,1	12874416,4	12978603,4
VAR (%)	-0,43	-0,41	-1,28	-0,48

Source : nos estimations

4.2.4 Incidence sur la consommation réelle des ménages

La baisse du niveau général des prix observée, à la suite d'une réduction du taux d'imposition sur les produits les plus consommés par les agents pauvres, n'améliore pas le niveau de vie des ménages. On note une baisse de la consommation réelle estimée à 0,396% en moyenne. Toutefois, la baisse est plus importante chez les ménages riches par rapport à ceux dits pauvres. En effet, dans le milieu rural, les ménages riches observent une baisse de 0,368% tandis que les ménages pauvres enregistrent -0,089%. Dans le milieu urbain, on observe une baisse de 0,73% chez les ménages riches contre -0,395% pour les pauvres. Cette situation traduit une inefficacité

des politiques fiscales face à l'amélioration du bien-être des ménages, malgré son caractère pro pauvre. Inefficacité qui s'explique par les effets négatifs enregistrés sur le marché du travail.

Tableau 9.3 : Incidence sur la consommation réelle des ménages

ménage	base	SIM	VAR
hrp	1033545	1032628	-0,089
hrr	2367209	2358488	-0,368
hup	266974	265921	-0,395
hur	5097119	5059909	-0,730
globale	2191212	2179236	-0,396

Source : Nos estimations.

5. Conclusion

La présente étude s'est donnée pour objectif d'évaluer l'impact des politiques fiscales sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun. Sur la base des données issues des comptes nationaux 2010, une matrice de comptabilité sociale (MCS) a été construite. Celle-ci nous a permis de réaliser des simulations de politique économique dans un cadre méthodologique propre au modèle PEP 1-1. Deux simulations sont faites : la première s'inscrit dans le cadre de la migration des activités informelles vers le secteur formel et, de ce fait, fait l'hypothèse d'une migration de 50% des activités du secteur informelles vers le secteur formel; la seconde envisage une réduction de 25% du taux d'imposition sur les produits couplée à une réduction de 11% des dépenses publiques en vue de neutraliser les effets sur l'équilibre budgétaire de l'État. Les résultats de ces simulations sont observés aussi bien sur le plan économique que sur le plan social.

Sur le plan macroéconomique, la simulation 1 relève une baisse du PIB à prix de base (-0,83%) contrariée par une hausse de celui-ci au prix du marché (0,47%). Situation guère surprenante lorsqu'on s'en tient à la structure des deux agrégats. Toutefois, les effets observés sur les grandeurs macroéconomiques nominales sont estompés par l'évolution des prix et il en résulte un impact négatif sur la croissance réelle. Une analyse suivant la distribution formel-informel relève une conjoncture favorable sur le secteur formel contre un relâchement de l'activité dans le secteur informel, conséquence de l'enrichissement des prix.

La simulation 2, quant à elle, présente un repli de la croissance réelle à prix de base que l'on peut expliquer par la mauvaise tenue de la valeur ajoutée globale de l'économie. Toutefois, cette performance économique cache une évolution contrastée de l'activité dans les secteurs formel et informel. En effet, la réduction de l'impôt sur les produits engendre une baisse des prix des éléments de la demande locale et conduit à des produits formels meilleur marché par rapport à ceux de l'informel. L'effet positif ainsi créé sur la demande adressée au secteur formel se répercute en sens contraire sur le secteur informel. Le marché du travail, quant à lui, va réagir

négalement avec un accent majeur dans la branche Administration où la baisse des revenus va engendrer une baisse de la demande de travail. La mauvaise tenue des composantes de l'offre et de la demande dans l'administration induit une conjoncture défavorable dans le secteur formel. Il en résulte une embellie relative dans le secteur informel.

Sur le plan social, il faut dire que la baisse du niveau général des prix observée, à la suite d'une réduction du taux d'imposition sur les produits les plus consommés par les agents pauvres, n'améliore pas le niveau de vie des ménages. On note une baisse de la consommation réelle estimée à 0,396% en moyenne. Toutefois, la baisse est plus importante chez les ménages riches par rapport à ceux dits pauvres. En effet, dans le milieu rural, les ménages riches observent une baisse de 0,368% tandis que les ménages pauvres enregistrent -0,089%. Dans le milieu urbain, on observe une baisse de 0,73% chez les ménages riches contre -0,395% pour les pauvres. Cette situation traduit une inefficacité des politiques fiscales face à l'amélioration du bien-être des ménages.

Inefficacité qui s'explique par les effets négatifs enregistrés sur le marché du travail.

En somme, il convient de dire que l'essentiel des relations que l'économie informelle entretient avec le secteur formel transite par le marché du travail où existe un différentiel des rémunérations du travail dans les deux secteurs; ce qui a une incidence sur le pouvoir d'achat des ménages. Ainsi, afin de réaliser l'objectif de croissance de 5,5% en moyenne annuelle que le gouvernement s'est fixé sur la période 2010-2020, le gouvernement devrait mettre un accent particulier sur l'emploi, lequel permettra de relever significativement le niveau de vie des ménages et donc relancer la croissance par la demande (consommation finale). De plus, l'objectif de migration des actifs de l'informel vers le formel n'aura un impact considérable sur la croissance qu'au cas où un accent est mis sur le traitement salarial des acteurs économiques dudit secteur.

Références bibliographiques

- AFRISTAT** (2009) : «Actes du séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) 2008 : instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales», Tomes 1 et 2, Bamako.
- Agenor, P.R, A. Izquierdo and H. Fofack** (2003): « IMMPA: A Quantitative Macroeconomic Framework for the Analysis of Poverty Reduction Strategies », *World Bank, Policy Research Working Paper*.
- Bacchetta, et al.** (2009): *Globalization and Informal Jobs in Developing Countries*, OIT et OMC, Genève.
- BIT (1993)**, *Rapport de Conférence, Rapport pour la XVème Conférence Internationale des Statisticiens du travail*, Genève 19-28 Janvier 1993, BIT
- CEA** (2007) : « Le secteur informel : définition, concept et poids dans les économies africaines », Addis-Abeba.
- Cling, J-P., S. Lagrée, M. Razafindrakoto et F. Roubaud** (2012) : *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.
- Cloutier, M.H., J. Cockburn et B. Decaluwe** (2005) : « Education et pauvreté au Vietnam : une analyse en équilibre général calculable », *Mimeo*. Université Laval Québec Canada.
- Cogneau, D., M. Razafindrakoto et F. Roubaud** (1996) : « Le secteur informel urbain et l'ajustement au Cameroun », *Revue d'économie du développement*, Vol. 3, pp. 27-63.
- De Mel, S., D. McKenzie and C. Woodruff** (2008): « Returns to Capital in Microenterprises: Evidence from a Field Experiment », *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 123, N° 4, pp. 1329-1372.
- De Soto, H.** (1994) : *L'autre sentier, la révolution informelle dans le tiers monde* (traduit de l'espagnol par Martine Couderc), La Découverte, Paris.
- Foster, J.; J. Greer and E. Thorbecke** (1984) : "A class of decomposable poverty measures", *Econometrica*, Vol. 52, N° 3, pp. 761-766. doi:10.2307/1913475
- Grimm, M., J. Lay and J. Krüger** (2011): *Barriers of entry and capital returns in informal activities: Evidence from Sub-Saharan Africa*.
- Harris, J.R. and M.P. Todaro** (1970): *Migration, Unemployment and Development: A Two Sector Analysis*, *American Economic Review*, March, pp. 126-142.
- Haussmans R. (2001)**, *Informal sector and Informal Employment: Elements of a conceptual framework*, Paper presented at the fifth meeting of the Expert Group on Informal Sector Statistics, Delhi, Septembre 2001.
- Henley, A., G. Reza Arabsheibani, and F.G. Cameiro** (2006): "On Defining and Measuring the Informal Sector", *World Bank Policy Research Working Paper 3866*. Washington, D.C.
- ILO (1972)**, *Employment, Incomes and Equality. A Strategy for Increasing Productive employment in Kenya*, ILO, Genève.
- INS (Institut National de la Statistique)** (2011) : *Intégration des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel (EESI) dans les comptes nationaux*, Une Publication du Département des Synthèses et des Analyses Economiques, Yaoundé.
- Islam, R. (2012)**: *Macroeconomic Policy, Economic Growth, Employment and Poverty: Issues and Challenges for Viet Nam*, A Concept Paper, Hanoi
- Jutting, J.P. et J.R. De Laiglesia** (eds.). (2009) : *L'emploi informel dans les pays en développement. Une normalité indépassable ?*, Paris : OCDE.
- Kelley, B.** (1994): "The informal sector and the macroeconomy: A CGE approach for Peru" *World Development*, Vol. 22, n°9.
- Kremer, M., J.N. Lee and J.M. Robinson** (2008): *The Return to Capital for Small Retailers in Kenya: Evidence from Inventories*, Manuscript, Harvard University.

- Maurizio, R.** (2012) : « Informalité et vulnérabilité en Amérique latine. Cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili et du Pérou », Dans Cling et al. (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.
- Montaud, J.M.** (2000) : *Deux approches macroéconomiques du secteur informel en Equateur*, CED, Université de Montesquieu-Bordeaux-IV, France.
- Montaud, JM.** (1999) : *Une approche macroéconomique du secteur informel en Equateur. Un essai de modélisation en Equilibre Général Calculable*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu Bordeaux IV.
- Portes, A., M. Castells and L.A. Benton** (1989): *The informal economy studies in advanced and less developed countries*, John Hopkins University Press, Baltimore and London.
- Razafindrakoto, M. and F. Roubaud** (2010): "Are International Databases on Corruption Reliable" A Comparison of Expert Opinions Surveys and Household Surveys in Sub-Saharan Africa *World Development*, 38 (8), pp. 1057-1069.
- Razafindrakoto, M., F. Roubaud et J-M. Wachsberger** (2012) : « Travailler dans le secteur informel : choix ou contrainte ? Une analyse de la satisfaction dans l'emploi au Vietnam, Dans Cling et al. (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Conférences & séminaires, N° 6, 366 p.
- Xenogiani et al.** (2009): "Are all Migrants Really Worse Off in Urban Labour Markets? New Empirical Evidence from China", Working Papers 278, Centre de développement de l'OCDE, Paris (disponible sur Internet: <http://ideas.repec.org/p/oec/devaaa/278-en.html>).

Annexes

Annexe 1: MCS macro

		L	K	AG	AG	AG	AG	AG	AG	AG	J	I	X	OTH	OTH	OTH
		L	Cap	Ménages	Firme	APU+ISBL	TD	TM	TI	ROW	Branche	produit	produit	INV	VSTK	total
L	L										4257661					4257661
K	cap										7886826					7886826
AG	Ménages	4234921	5071980	30143	219443	230542				33941						9820969
AG	Firme		2618851	28037	323712	40351				65010						3075961
AG	APU+ISBL		195995	122372	598244	146142	479966	236298	614311	75364	38741		7222			2514656
AG	TD			165966	259864					54136						479966
AG	TM											236298				236298
AG	TI											614311				614311
AG	ROW	22740		29 699	121 936	42 742						3489824				3706941
J	Branche											19466174	2863723			22329897
I	produit			8764846		1763995					10146669			3110959	20138	23806607
X	produit									2870945						2870945
OTH	INV			679905	1552763	290884				607545						3131097
OTH	VSTK													20138		20138
OTH	total	4257661	7886826	9820969	3075961	2514656	479966	236298	614311	3706941	22329897	23806607	2870945	3131097	20138	

Source : les auteurs, à partir des comptes nationaux

Annexe 2 : Différenciation des branches formelles et informelles au sein de la MCS

2.1 Décomposition des produits

Le compte des produits présente 20 produits conformément au tableau A1. La décomposition s'est faite sans difficulté particulière en raison du fait que le processus d'élaboration des Comptes Nationaux au Cameroun repose sur une nomenclature des produits suffisamment désagrégée. En effet, les comptes nationaux sont établis sur la base d'une nomenclature de 44 produits niveau 1²³. Ainsi, les produits de la MCS ont été obtenus par un regroupement des produits élémentaires au niveau du TRE moyennant les modes de production (voir Tableau A2). Le tableau suivant donne des précisions sur les regroupements.

Tableau A1 : Regroupement des branches et des produits au sein du TRE (comptes nationaux)

Regroupement Branche TRE ²⁴	Branches ou produits agrégés MCS	Nombre de sous branche ou produit
1	agriculture	1
3 à 4	autres produits du primaire	1
5 à 6	industrie extractive	2
7 à 14	industrie agroalimentaire	2
15 à 30	autres industries	2
31	construction	2
32	commerce	2
34	restauration et hôtels	2
35	transport	2
33, 36 à 39	autres services marchand	2
40	administration	1
41 à 44	autres services non marchand	1
Total		20

1= formel ou informel; 2= formel et informel

Tableau A1' : Nomenclature des produits et des branches au sein du TRE (comptes nationaux)

Code produit	Produits TRE	Branches TRE	Code Branche
1	Produits de l'agriculture	Agriculture	1
2	Produits de l'élevage et de la chasse	Elevage et chasse	2
3	Produits sylvicoles	Sylviculture et exploitation forestière	3
4	Produits de la pêche et de la pisciculture	Pêche et pisciculture	4
5	Produits énergétiques	Extraction de Produits énergétiques	5
6	Autres produits d'extraction	Autres activités extractives	6
7	Viande et poisson	Industrie de la viande et du poisson	7
8	Produits du travail des grains et des produits	Travail des grains et fabrication des produits	8

²³ Il existe en réalité 03 niveaux de la nomenclature. Le niveau 1 qui le plus agrégé, le niveau 2 est obtenu à la suite d'une désagrégation des produits niveau 1 et le niveau 3 qui résulte d'une désagrégation du niveau 2.

²⁴ Voir Tableau ci-après pour la nomenclature détaillé de ces branches et produits.

9	Produits du cacao, du café, du thé et du sucre	Industrie du cacao, du café, du thé et du sucre	9
10	Oléagineux et aliments pour animaux	Industrie des corps gras et d'aliments pour animaux	10
11	Produits à base de céréales	Fabrication de produits à base de céréales	11
12	Produit laitiers; produits à base de fruits et d	Industrie du lait, des fruits et légumes et d	12
13	Boissons	Industrie de boissons	13
14	Produits à base de tabac	Industries du tabac	14
15	Produits de l'industrie textile et de l'habillement	Industries du textile et de la confection	15
16	Cuirs et chaussures	Industries du cuir et fabrication des chaussures	16
17	Produits du travail du bois et articles en bois	Industries du bois sauf fabrication des meubles	17
18	Papiers et cartons ; produits édités et imprimés	Fabrication de papier et d'articles en papier	18
19	Produits du raffinage, de la cokéfaction et d	Raffinage de pétrole, cokéfaction et industries	19
20	Produits chimiques	Industries chimiques et fabrication de produits	20
21	Produits en caoutchouc et en plastique	Production de caoutchouc et fabrication d'articles	21
22	Autres produits minéraux non métalliques et m	Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	22
23	Produits métalliques de base et ouvrages en m	Fabrication des produits métallurgiques de base	23
24	Machines, appareils électriques et matériels	Fabrication de machines, d'appareils électriques	24
25	Equipements et appareils audiovisuels et de c	Fabrication d'équipements et d'appareils audiovisuels	25
26	Matériel de transport	Fabrication de matériel de transport	26
27	Meubles, produits des industries div. et d	Fabrication de meubles, activités de fabrication	27
28	Réparation et installation des machines et équipements	Réparation et installation des machines et équipement	28
29	Electricité et supports énergétiques	Production et distribution d'électricité et d	29
30	Eau et assainissement	Production et distribution d'eau et assainissement	30
31	Travaux de construction	Construction	31
32	Vente en gros et en détail	Commerce de gros et de détail	32
33	Réparations et entretien de véhicules et moto	Réparations de véhicules	33
34	Services d'hôtellerie et de restauration	Restaurants et hôtels	34
35	Transports et entreposage	Transport, entreposage et communication	35
36	Services d'informations et de communications	Information et communications	36
37	Services financiers	Activités financières	37
38	Services immobiliers	Activités immobilières	38
39	Services professionnels, scientifiques et techniques	Activités de Services professionnels, scientifiques	39
40	Services d'administration publique et de sécurité	Administrations publiques et sécurité sociale	40
41	Education	Education	41
42	Services de santé et d'action sociale	Santé et action sociale	42
43	Autres services	Autres services	43
44	Correction territoriale	Production fictive	44

Source : Les auteurs, à partir d'une extraction dans le module ERETES, logiciel d'aide à la construction des comptes nationaux au Cameroun

2.2 Décomposition du compte des activités

La désagrégation du compte des activités s'est faite de manière à différencier les activités du secteur formel de celle du secteur informel. Pour y arriver, nous avons bénéficié de la structure des comptes nationaux, qui, dans leur processus d'élaboration distingue clairement pour chaque branche d'activité, les différents modes de production qui sont mis à contribution. On distingue 08 modes de production dont les regroupements nous ont permis de distinguer la part du secteur informel dans les activités d'une branche donnée.

Tableau A.2 : Distinction des modes de production.

Code mode_production	Libellé du mode de production	Regroupement en formel/informel dans la MCS
1	Entreprises individuelles (EI) formelles	Secteur formel
2	Entreprises formelles hors EI ayant retourné la DS	
3	Entreprises formelles n'ayant pas retourné la DSF	
4	Formel sous déclaré	
5	Administration publique et ISBL	Non marchand
6	Secteur Informel	Secteur informel
7	Ménages	
8	Activité illicite	

Source : Les auteurs, à partir d'une extraction dans le module ERETES, logiciel d'aide à la construction des comptes nationaux au Cameroun.

Le regroupement de ces différents modes de production permet de faire une différenciation formel-informel au sein de la production des différentes branches de production telles que nous présente la nomenclature (Tableau A1') et les regroupements Tableau A1. En découlent les 20 branches d'activités dont le tableau ci-après présente un récapitulatif.

Tableau A3 : Nomenclature des branches d'activité au sein de la MCS micro

Numéro d'ordre	Branche MCS	Intitulé
1	agri	agriculture
2	autre_Pri	autres activités du primaire
3	ind_Extr_f	Industrie extractive formelle
4	ind_Extr_nf	Industrie extractive non formelle
5	ind_agro_f	industrie agroalimentaire formelle
6	ind_agro_nf	industrie agroalimentaire non formelle
7	autre_ind_f	Autres industries formelles
8	autre_ind_nf	Autres industries non formelles
9	constr_f	Construction formelle
10	constr_nf	Construction non formelle
11	cce_f	Commerce formel
12	cce_nf	Commerce non formel
13	restau_f	Restauration formelle
14	restau_nf	Restauration non formelle
15	transp_f	Transport formel
16	transp_nf	Transport non formel
17	autre_ser_m_f	Autres services marchands formels
18	autre_ser_m_nf	Autres services marchands non formels
19	adm	Administration
20	autre_ser_nm	Autres services non marchand

Source : les auteurs

Annexe 3 : Désagrégation des facteurs

Notre MCS distingue quatre facteurs de production : le capital, le travail non scolarisé et le travail scolarisé formel et le travail scolarisé non formel. Les comptes nationaux, quant à eux, distinguent au sein de la rémunération des facteurs deux éléments : la rémunération des salariés, l'Excédent brut d'exploitation/revenu mixte que l'on attribue à la rémunération du capital et le revenu mixte. Le revenu mixte est, en réalité, lié aux entrepreneurs individuels²⁵ et résulte des difficultés à différencier la rémunération du capital et la rémunération du travail. Afin de disposer de la structure des salaires suivant la typologie du travail considérée, nous avons mis à contribution des données de l'enquête EESI (2010) qui offre la structure des salaires par branche d'activité et suivant le niveau d'instruction. Pour les besoins de l'étude, un retraitement des données EESI a été opéré pour faire ressortir la variable niveau d'instruction agrégé qui distingue d'une part les scolarisés (niveau CEP au moins) et les non scolarisés (sans diplômes).

Traitement des salaires.

Afin de relever la part de la rémunération du travail dans la VA (dislocation du poste EBE/Revenu mixte), nous avons essayé d'estimer la rémunération du travail contenue dans le revenu mixte dans chacune des branches d'activité. A cet effet, nous avons mis à contribution les données de l'enquête EESI. Précisément, nous avons estimé la part des emplois indépendants dans les emplois totaux par branche, Ensuite, à l'aide de ces parts, nous avons estimé le volume des emplois indépendants et les salaires correspondants. Et ce, en imputant à chaque travailleur indépendant le salaire moyen de la branche au sein de laquelle il évolue.

Tableau : Structure du partage de la VA avant et après imputation des salaires des emplois indépendants

	agriculture	autres produits du primaire	Industrie extractive	industrie agroalimentaire	autres industries	construction	commerce	restauration et hôtels	transport	autres services marchand	Administration	autres services non marchand	Total
Rémunération des salariés	178195	35855	45489	133149	212781	250251	266510	40522	106381	512588	433936	545817	2761474
Excédent brut d'exploitation / revenu mixte	1114519	491616	879426	695019	983650	311317	1805348	397591	651449	1395084	231224	432002	9388245
VA	1292714	527471	924915	828168	1196431	561568	2071858	438113	757830	1907672	665160	977819	12149719
part du travail dans la VA avant imputation	14%	7%	5%	16%	18%	45%	13%	9%	14%	27%	65%	56%	23%

²⁵ Auto-emploi en général.

part du travail dans la VA après imputation	26%	14%	5%	31%	47%	54%	21%	23%	19%	49%	66%	64%	35%
---	-----	-----	----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----

Source : TRE 2010 et traitement des auteurs

Annexe 4 : Désagrégation des ménages

Notes méthodologiques pour le traitement de la CF

Le compte des ménages a été désagrégé suivant le milieu (urbain, rural) et le niveau de vie (pauvre, non pauvre). Par ailleurs, pour distinguer les consommations finales relatives au secteur informel de celles relatives au secteur formel, nous avons mis à contribution les données de la section 15 de l'enquête ECAM3. Cette section collecte les informations sur le lieu d'acquisition du produit. Le lieu d'acquisition nous a alors permis de faire des hypothèses sur l'origine du produit consommé, en terme de formel et non formel, et ce pour les différents produits.

✓ Données brutes issues d'ECAM3

Dans la base de données brute d'ECAM3 nous avons effectué l'extraction de 6 variables clés :

Code de la variable dans la base ECAM3	Libellé de la variable dans la base ECAM3
S15Q5	Code produit
S15Q7	Montant total de la dépense
S15Q10	Lieu d'acquisition
Coefext	Coefficient d'extrapolation
Milieu	Milieu de vie (urbain, rural)
Nivie	Niveau de vie (pauvre, non pauvre)

✓ Traitement

Agrégation des dépenses. Après avoir pondéré les dépenses de consommation par les coefficients d'extrapolation correspondant, nous avons effectué dans un premier temps une agrégation des dépenses de consommation, suivant le milieu, le niveau de vie, le code produit et le lieu d'acquisition. Ensuite, nous avons effectué un rapprochement entre la nomenclature (des produits) utilisée dans l'ECAM 3 et celle utilisée dans les comptes nationaux.

Mise à jour du passage des nomenclatures. Ici, la table de passage entre la nomenclature de l'enquête ECAM3 et la nomenclature des produits utilisés au sein des comptes nationaux a été mise à jour. Il s'agit effectivement de la table de passage qui a servi pour le traitement et l'intégration des données de la consommation finale (issue de l'Enquête ECAM3) dans les comptes nationaux.

Formulation des hypothèses sur l'origine des produits consommés. A la lumière des lieux d'acquisition (S15Q10) déclarés par les enquêtés, nous formulons les hypothèses suivantes sur l'origine du produit.

Code lieu d'acquisition ECAM3	Libellé lieu d'acquisition ECAM3	Hypothèse sur l'origine produit
01	Auto production	informel
02	Super marché	formel
03	Magasins spécialisés	formel
04	Vendeurs spécialisés hors magasin	formel
05	Epiciers/Boutiques/Echoppes	informel
06	Marchés	structure de la production totale*
07	Hôtels	formel
08	Secteur transport	structure de la production par branche**
09	Prestations des services individuels	informel
10	prestations des services publics	formel
11	Cliniques, laboratoires médicaux et écoles	formel
12	Vente ambulante, poste improvisé sur la voie	informel
13	Domicile du vendeur	informel
14	Kiosque de jeux et call box	informel

*Utilisation de la structure de la production totale, en terme de formel et informel, pour rendre compte du fait que sur le marché coexiste produit formel et informel.

**Utilisation de la structure de la production de la branche transport pour distinguer produit formel du produit informel.

Ce traitement nous permet d'obtenir, à la suite d'un tableau croisé dynamique, la structure des consommations finales par type de ménage et par produit. Toutefois, il convient de reconnaître le caractère plus ou moins discutables des hypothèses formulées dans le tableau précédent.

Matrice des transferts

Les données de la matrice des transferts proviennent exclusivement du TCEI 2010. Outre, les impôts courants sur le revenu et le capital (0D5) qui sont pris en compte à part au niveau de la MCS dans le compte des impôts directs, on distingue au niveau du compte de distribution secondaire du revenu trois éléments principaux : les cotisations sociales (0D6001), les prestations sociales autres qu'en nature (0D6002) et les autres transferts (0D7). Ces trois derniers éléments nous ont permis de construire aisément la matrice des transferts eu égard à la structure emploi-ressources du TCEI. Le montant des transferts des ménages aux ménages tirés des comptes nationaux est repartit suivant le profil des transferts versés extrait de l'ECAM3. Le revenu de la propriété est ventilé suivant la structure du capital (EBE des ménages du secteur formel) tandis que la structure des salaires du secteur formel est utilisée pour ventiler les contributions sociales par groupe de ménages. Pour ce qui est des autres transferts, ceux-ci sont repartis suivant la structure des transferts proposée par ECAM3.

Annexe 5 : Structure de la consommation finale

Tableau : Structure de la consommation finale

produit	structure CF pauvre	structure CF non pauvre
agri	0,19	0,12
autre_Pri	0,07	0,05
ind_Extr_f	0,00	0,00
ind_Extr_nf	0,00	0,00
ind_agro_f	0,13	0,14
ind_agro_nf	0,09	0,08
autre_ind_f	0,13	0,18
autre_ind_nf	0,09	0,06
constr_f	0,00	0,00
constr_nf	0,00	0,00
cce_f	0,00	0,00
cce_nf	0,00	0,00
restau_f	0,03	0,04
restau_nf	0,05	0,08
transp_f	0,04	0,05
transp_nf	0,01	0,01
autre_ser_m_f	0,04	0,07
autre_ser_m_nf	0,05	0,03
adm	0,00	0,00
autre_ser_nm	0,07	0,09
total	1,00	1,00

Source : MCS

Annexe 6 : Equations du modèle

A0 Définition des ensembles

- ❖ $j, jj \in J$ l'ensemble des branches d'activité de l'économie tel que présenté en annexe 2, tableau A3, ci-dessus ;
- ❖ $i, ij \in I$ l'ensemble des produits (biens et services) de l'économie ;
- ❖ $l \in L = \{L_S_f, L_S_nf, L_NS\}$ représentant respectivement le travail scolarisé formel, le travail scolarisé non formel et le travail non scolarisé ;
- ❖ $k \in K = \{capital\}$;
- ❖ $ag, agj \in AG = H \cup F \cup \{Gvt, Row\}$; H = ensemble des ménages et F = firme ;
- ❖ $h, hj \in H$;
- ❖ $f, fj \in F$;
- ❖ $agng \in AGNG = AG \setminus \{Gvt\}$;

$$\diamond agd \in AGD = AG \setminus \{Row\}.$$

A1 Équations proprement

A1.1 Production

1. $VA_j = v_j XST_j$
2. $CI_j = io_j XST_j$
3. $VA_j = B_j^{VA} \left[\beta_j^{VA} LDC_j^{-\rho_j^{VA}} + (1 - \beta_j^{VA}) KDC_j^{-\rho_j^{VA}} \right]^{-\frac{1}{\rho_j^{VA}}}$
4. $LDC_j = \left[\frac{\beta_j^{VA} RC_j}{(1 - \beta_j^{VA}) WC_j} \right]^{\sigma_j^{VA}} KDC_j$
5. $LDC_j = B_j^{LD} \left[\sum_l \beta_{l,j}^{LD} LD_{l,j}^{-\rho_j^{LD}} \right]^{-\frac{1}{\rho_j^{LD}}}$
6. $LD_{l,j} = \left[\frac{\beta_{l,j}^{LD} WC_j}{WTI_{l,j}} \right] (B_j^{LD})^{\sigma_j^{LD} - 1} LDC_j$
7. $KDC_j = B_j^{KD} \left[\sum_k \beta_{k,j}^{KD} KD_{k,j}^{-\rho_j^{KD}} \right]^{-\frac{1}{\rho_j^{KD}}}$
8. $KD_{k,j} = \left[\frac{\beta_{k,j}^{KD} RC_j}{RTI_{k,j}} \right] (B_j^{KD})^{\sigma_j^{KD} - 1} KDC_j$
9. $DI_{i,j} = aij_{i,j} CI_j$

A1.2 Revenus et Épargne

A1.2.1 Ménages

10. $YH_h = YHL_h + YHK_h + YHTR_h$
11. $YHL_h = \sum_l \lambda_{h,l}^{WL} \left(W_l \sum_j LD_{l,j} \right)$
12. $YHK_h = \sum_k \lambda_{h,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j} KD_{k,j} \right)$
13. $YHTR_h = \sum_{ag} TR_{h,ag}$
14. $YDH_h = YH_h - TDH_h - TR_{gvt,h}$
15. $CTH_h = YDH_h - SH_h - \sum_{agng,h} TR_{agng,h}$
16. $SH_h = PIXCON^{\eta} sh0_h + sh1_h YDH_h$

A1.2.2 Firmes

17. $YF_f = YFK_f + YFTR_f$
18. $YFK_f = \sum_k \lambda_{f,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j} KD_{k,j} \right)$

$$19. YFTR_f = \sum_{ag} TR_{ag,f}$$

$$20. YDF_f = YF_f - TDF_f$$

$$21. SF_f = YDF_f - \sum_{ag} TR_{ag,f}$$

A1.2.3 Gouvernement

$$22. YG = YGK + TDHT + TDFT + TPRODn + TPRCTS + YGTR$$

$$23. YGK_f = \sum_k \lambda_{gvt,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j} KD_{k,j} \right)$$

$$24. TDHT = \sum_h TDH_h$$

$$25. TDFT = \sum_f TDF_f$$

$$26. TPRODn = TIWT + TIWT + TIKT + TIPT$$

$$27. TIWT = \sum_{l,j} TIW_{l,j}$$

$$28. TIKT = \sum_{k,j} TIK_{k,j}$$

$$29. TIPT = \sum_j TIP_j$$

$$30. TPRCTS = TICT + TIMT + TIXT$$

$$31. TICT = \sum_i TIC_i$$

$$32. TIMT = \sum_i TIM_i$$

$$33. TIXT = \sum_i TIX_i$$

$$34. YGTR = \sum_{agn} TR_{gvt,agn}$$

$$35. TDH_h = PIXCON^n ttdh0_h + ttgh1_h YH_h$$

$$36. TDF_f = PIXCON^n ttdf0_f + ttgf1_f YFK_f$$

$$37. TIW_{l,j} = ttiw_{l,j} W_l LD_{l,j}$$

$$38. TIK_{k,j} = ttik_{k,j} R_{k,j} KD_{k,j}$$

$$39. TIP_j = ttip_j PP_j XST_j$$

$$40. TIC_i = ttic_i \left[\left(PL_i + \sum PC_{ij} tmg_{ij,i} \right) DD_i + \left((1 + ttim_i) PWM_i e + \sum PC_{ij} tmg_{ij,i} \right) IM_i \right]$$

$$41. TIM_i = ttim_i * PWM_i * e * IM_i$$

$$42. TIX_i = ttix_i \left(PE_i + \sum_{ij} PC_{ij} tmg_{ij,i}^X \right) EXD_i$$

$$43. SG = YG - \sum_{agng} TR_{agng, gvt} - G$$

A1.2.4 Reste du monde

$$44. YROW = e \sum PWM_i * IM_i + \sum_k \lambda_{row,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j} KD_{k,j} + \sum_{agd} TR_{row,agd} \right)$$

$$45. SROW = YROW - \sum PE_i^{FOB} EXD_i - \sum_{agd} TR_{agd,row}$$

$$46. SROW = -CAB$$

A1.2.5 Transferts

$$47. TR_{agng,h} = \lambda_{agng,h}^{TR} YDH_h$$

$$48. TR_{gvt,h} = PIXCON^n tr0_h + tr1h * YH_h$$

$$49. TR_{ag,f} = \lambda_{gvt,h}^{TR} YDF_f$$

$$50. TR_{agng, gvt} = PIXCON^n TR_{agng, gvt}^0$$

$$51. TR_{agd,row} = PIXCON^n TR_{agd,row}^0$$

A1.3 Demande

$$52. PC_i C_{i,h} = PC_i C_{i,h}^{\min} + \gamma_{i,h}^{LES} \left(CTH_h - \sum_{ij} PC_{ij} C_{ij,h}^{\min} \right)$$

$$53. GFCF = IT - \sum_i PC_i * VSTK_i$$

$$54. PC_i INV_i = \gamma_i^{INV} GFCF$$

$$55. PC_i CG_i = \gamma_i^{gvt} G$$

$$56. DIT_i = \sum_j DI_{i,j}$$

$$57. MRGN_i = \sum_{ij} tmrg_{i,ij} DD_{ij} + \sum_{ij} tmrg_{i,ij} IM_{ij} + \sum_{ij} tmrg_{i,ij}^X EXD_{ij}$$

A1.4 Offre des produits et commerce international

$$58. XST_j = B_j^{XT} \left[\sum_i \beta_{j,i}^{XT} XS_{j,i}^{-\rho_j^{XT}} \right]^{\frac{1}{\rho_j^{XT}}}$$

$$59. XS_{j,i} = \frac{XST_j}{(B_j^{XT})^{1+\sigma_j^{XT}}} \left[\frac{P_{j,i}}{\beta_{j,i}^{XT} PT_j} \right]^{\sigma_j^{XT}}$$

$$60. XS_{j,i} = B_{j,i}^X \left[\beta_{j,i}^X EX_{j,i}^{-\rho_{j,i}^X} + (1 - \beta_{j,i}^X) DS_{j,i}^{-\rho_{j,i}^X} \right]^{\frac{1}{\rho_{j,i}^X}}$$

$$61. EX_{j,i} = \left[\frac{(1 - \beta_{j,i}^X) PE_i}{(\beta_{j,i}^X) PL_i} \right]^{\sigma_{j,i}^X} DS_{j,i}$$

$$62. EXD_i = EXD_i^0 \left(\frac{e * PWX_i}{PE_i^{FOB}} \right)^{\sigma_i^{XD}}$$

$$63. Q_i = B_i^M \left[\beta_i^M IM_i^{-\rho_i^M} + (1 - \beta_i^M) DD_i^{-\rho_i^M} \right]^{-\frac{1}{\rho_i^M}}$$

$$64. IM_i = \left[\frac{\beta_i^M PD_i}{(1 - \beta_i^M) PM_i} \right]^{\sigma_i^M} DD_i$$

A1.5 Prix

A1.5.1 Production

$$65. PP_j = \frac{PVA_j VA_j + PCI_j CI_j}{XST_j}$$

$$66. PT_j = (1 + ttip_j) PP_j$$

$$67. PCI_j = \frac{\sum_i PC_i DI_{i,j}}{CI_j}$$

$$68. PVA_j = \frac{WC_j LDC_j + RC_j KDC_j}{VA_j}$$

$$69. WC_j = \frac{\sum WTI_{l,j} LD_{l,j}}{LDC_j}$$

$$70. WTI_{l,j} = W_l (1 + ttiw_{l,j})$$

$$71. RC_j = \frac{\sum RTI_{k,j} KD_{k,j}}{KDC_j}$$

$$72. RTI_{k,j} = R_{k,j} (1 + ttik_{k,j})$$

$$73. R_{k,j} = RK_k \text{ if capital mobile}$$

A1.5.2 Commerce international

$$74. PT_j = \frac{\sum_i P_{j,i} XS_{j,i}}{XST_j}$$

$$75. P_{j,i} = \frac{PE_i EX_{j,i} + PL_i DS_{j,i}}{XS_{j,i}}$$

$$76. PE_i^{FOB} = \left(PE_i + \sum_{ij} PC_{ij} tmg_{ij,i}^X \right) (1 + ttix_i)$$

$$77. PD_i = (1 + ttic_i) \left(PL_i + \sum PC_i tmg_{ij,i} \right)$$

$$78. PM_i = (1 + ttic_i) \left((1 + tim_i) * e * PWM_i + \sum_{ij} PC_{ij} tmg_{ij,i} \right)$$

$$79. PC_i = \frac{PM_i IM_i + PD_i DD_i}{Q_i}$$

A1.5.3 Indices de prix

$$80. \text{PIXGDP} = \frac{\sqrt{\frac{\sum_j \left(PVA_j + \frac{TIP_j}{VA_j} \right) VA_j^0 \sum_j (PVA_j VA_j + TIP_j)}{\sum_j (PVA_j^0 VA_j^0 + TIP_j^0)} \frac{\sum_j (PVA_j VA_j + TIP_j)}{\sum_j \left(PVA_j^0 + \frac{TIP_j^0}{VA_j^0} \right) VA_j}}{\sqrt{\frac{\sum_j \left(PVA_j + \frac{TIP_j}{VA_j} \right) VA_j^0 \sum_j (PVA_j VA_j + TIP_j)}{\sum_j (PVA_j^0 VA_j^0 + TIP_j^0)} \frac{\sum_j (PVA_j VA_j + TIP_j)}{\sum_j \left(PVA_j^0 + \frac{TIP_j^0}{VA_j^0} \right) VA_j}}}$$

$$81. \text{PIXCON} = \frac{\sum_i PC_i \sum_h C_{i,h}^0}{\sum_{ij} PC_{ij}^0 \sum_h C_{ij,h}^0}$$

$$82. \text{PIXINV} = \prod_i \left(\frac{PC_i}{PC_i^0} \right)^{\gamma_i^{INV}}$$

$$83. \text{PIXGVT} = \prod_i \left(\frac{PC_i}{PC_i^0} \right)^{\gamma_i^{GVT}}$$

A1.6 Équilibre

$$84. Q_i = \sum C_{i,h} + CG_i + INV_i + VSTK_i + DIT_i + MRGN_i$$

$$85. \sum_j LD_{l,j} = LS_l$$

$$86. \sum_j KD_{k,j} = KS_k$$

$$87. IT = \sum_h SH_h + \sum_f SF_f + SG + SROW$$

$$88. \sum_j DS_{j,i} = DD_i$$

$$89. \sum_j EX_{j,i} = EXD_i$$

A1.7 Produit Intérieur Brut

$$90. \text{GDP}^{BP} = \sum_j PVA_j VA_j + TIPT$$

$$91. \text{GDP}^{MP} = \text{GDP}^{BP} + TPRCTS$$

$$92. \text{GDP}^{IB} = \sum_{l,j} W_l LD_{l,j} + \sum_{k,j} R_{k,j} KD_{k,j} + TPROD + TPRCTS$$

$$93. \text{GDP}^{FD} = \sum_i PC_i \left[\sum_h C_{i,h} + CG_i + INV_i + VSTK_i \right] + \sum_i PE_i^{FOB} EXD_i - e \sum_i PWM_i IM_i$$

A1.8 variables en volume

$$94. \text{CTH}_h^{REAL} = \frac{\text{CTH}_h}{\text{PIXCON}}$$

$$95. G^{REAL} = \frac{G}{\text{PIXGVT}}$$

$$96. GDP^{BP_REAL} = \frac{GDP^{BP}}{PIXGDP}$$

$$97. GDP^{MP_REAL} = \frac{GDP^{MP}}{PIXCON}$$

$$98. GFCF^{REAL} = \frac{GFCF}{PIXINV}$$

A2 Variables du modèle

A2.1 Variables réelles (en volume)

$C_{i,h}$: Consommation du produit i par le ménage de type h

$C_{i,h}^{Min}$: Consommation minimale du ménage h en produit i

CG_i : Consommation publique en bien i

CI_j : Consommation intermédiaire de la branche j

CTH_h^{REAL} : Dépenses réelle de consommation finale du ménage h

DD_i : Demande domestique du produit i produit localement

$DI_{i,j}$: Demande intermédiaire du produit i par la branche j

DIT_i : Demande intermédiaire totale en bien i

$DS_{j,i}$: Offre du produit i par la branche j sur le marché local

$EX_{j,i}$: Quantité du produit i exporté par la branche j

EXD_i : Demande mondiale des exportations en bien i

G^{REAL} : Dépenses gouvernementales réelles

GDP^{BP_REAL} : PIB réel à prix de base

GDP^{MP_REAL} : PIB réel au prix du marché

$GFCF^{REAL}$: FBCF réelle

IM_i : Quantité du produit i importé

INV_i : Demande de bien i pour besoin d'investissement

$KD_{k,j}$: Demande de capital de type k par l'industrie j

KDC_j : Demande de capital composite par la branche j

KS_k : Offre de capital de type k

$LD_{l,j}$: Demande de travail de type l par la branche j

LDC_j : Demande de travail composite par la branche j

LS_l : Offre de travail de type l

$MARGN_i$: Demande de marge de commerce et transport en bien i

Q_i : Quantité demandé du bien composite i

VA_j : Valeur ajoutée de la branche j

$VSTK_i$: Variation de stock en bien i

$XS_{j,i}$: Production du bien i par la branche j

XST_j : Production agrégé de la branche j

A2.2 Prix

e : Taux de change, prix de la monnaie extérieur en monnaie locale

$P_{j,i}$: Prix de base de la production du bien i par la branche j

PC_i : Prix à la consommation du bien composite i (incluant les marges et taxes)
 PCI_j : Indice de prix des consommations intermédiaires de la branche j
 PD_i : Prix domestique du produit i (incluant marges et taxes)
 PE_i : Prix des exportations (excluant les taxes sur exports)
 PE_i^{FOB} : Prix FOB des exportations (en monnaie locale)
 $PIXCON$: Indice de prix à la consommation
 $PIXGDP$: Déflateur du PIB
 $PIXGVT$: Indice de prix des dépenses publiques
 $PIXINV$: Indice de prix de l'investissement
 PL_i : Prix du produit local i (excluant taxes sur produits)
 PM_i : Prix du bien importé i (excluant taxes sur produit)
 PP_j : Prix unitaire dans la branche j (incluant taxes sur travail et capital ; mais excluant autres taxes sur la production)
 PT_j : Prix de base de l'output de la branche j
 PVA_j : Prix de la valeur ajoutée dans la branche j
 PWM_i : Prix mondial des importations en bien i (exprimé en monnaie étrangère)
 PWX_i : Prix mondial des exportations en bien i (exprimé en monnaie étrangère)
 $R_{k,j}$: Taux de rente du capital k dans la branche j
 RC_j : Taux de rente du capital composite dans la branche j
 RK_k : Taux de rente du capital de type k (si capital mobile)
 $RTI_{k,j}$: Taux de rente payé par la branche j au capital de type k (incluant taxes sur le capital)
 W_l : Taux de salaire du travail de type l
 WC_j : Taux de salaire du travail composite dans la branche j
 $WTI_{l,j}$: Taux de salaire payé par l'industrie j pour le travail de type l

A2.3 Variables nominales (en valeur)

CAB : Solde du compte courant de la BDP
 CTH_h : Budget de consommation du ménage h
 G : Dépenses gouvernementales en biens et services
 GDP^{BP} : PIB à prix de base
 GDP^{FD} : PIB au prix du marché, optique demande finale.
 GDP^{IB} : PIB au prix du marché, optique revenu
 GDP^{MP} : PIB au prix du marché
 $GFCF$: FBCF
 IT : Investissement total
 SF_f : Epargne de la firme
 SG : Epargne du gouvernement
 SH_h : Epargne du ménage de type h
 $SROW$: Epargne du reste du monde
 TDF_f : Taxes sur le revenu de la firme
 $TDFT$: Revenu total du gouvernement, issu de l'impôt sur le revenu de la firme.
 TDH_h : Impôt sur le revenu du ménage de type h
 $TDHT$: Revenu total de gouvernement, issu de l'impôt sur le revenu des ménages

TIC_i : Revenu du gouvernement, issu des taxes indirectes sur produit i
 $TICT$: Total des revenus de l'administration issu des taxes indirectes
 $TIK_{k,j}$: Revenu du gouvernement, issu des taxes sur le capital de type k utilisé par la branche j
 $TIKT$: Total des revenus du capital
 TIM_i : Revenu issu des impôts issu des importations
 $TIMT$: Total des revenus issu des importations
 TIP_j : Revenu du gouvernement, issu des taxes sur la production de la branche j,
 $TIPT$: Total des revenus du gouvernement, issu des taxes sur la production.
 $TIW_{l,j}$: Taxes sur le travail de type l utilisé par la branche j
 $TIWT$: Taxes total sur le travail
 TIX_i : Taxes sur les exportations
 $TIXT$: Taxes total sur les exportations
 $TPRCTS$: Revenu total du gouvernement issu des taxes sur produits et importations
 $TPRODN$: Revenu total du gouvernement issu des autres taxes sur la production
 $TR_{ag,agj}$: Transferts des agents agj vers l'agent ag
 YDF_f : Revenu disponible des firmes
 YDH_h : Revenu disponible des ménages
 YF_f : Revenu Total de la firme f
 YFK_f : Revenu du capital de la firme f
 $YFTR_f$: Revenu des transferts de la firme f
 YG : Revenu total du gouvernement
 YGK : Revenu du capital versé au gouvernement
 $YGTR$: Revenu des transferts versé à l'administration
 YH_h : Revenu total du ménage h
 YHK_h : Revenu du capital versé au ménage h
 YHL_h : Revenu du travail versé au ménage h
 $YHTR_h$: Revenu des transferts versé au ménage h
 $YROW$: Revenu du reste du monde

A2.4 Autres variables (supposées exogènes)

$sh0_h$: Épargne autonome du ménage h (constante dans la fonction d'investissement)
 $sh1_h$: Pente de la fonction d'épargne du ménage h
 $tr0_h$: Transfert autonome du ménage h vers l'administration (constante)
 $tr1_h$: Pente de la fonction de transferts du ménage h vers l'administration
 $ttdf0_f$: Constante de la fonction de taxes sur le revenu de la firme f
 $ttdf1_f$: Pente de la fonction qui exprime les taxes sur le revenu de la firme f
 $ttdh0_h$: Constante de la fonction de taxes sur le revenu du ménage h
 $ttdh1_h$: Pente de la fonction qui exprime les taxes sur le revenu du ménage h
 $ttic_i$: Taux d'imposition sur produit i
 $ttik_{k,j}$: Taux d'imposition sur la rente issue du capital de type k utilisé par la branche j
 $ttim_i$: Taux d'imposition sur les importations en produit i
 $ttip_j$: Taux d'imposition sur la production de la branche j (impôt sur production)

$tti w_{l,j}$: Taux d'imposition sur le travail de type l utilisé dans la branche j

$ttix_i$: Taux d'imposition sur les exportations en bien i

A.3 Paramètres

a_{ij} : Coefficients de la matrice Input-output

B_j^{KD} : Paramètre d'échelle de la fonction CES exprimant le capital composite dans la branche j

B_j^{LD} : Paramètre d'échelle de la fonction CES exprimant le travail composite dans la branche j

B_i^M : Paramètre d'échelle de la fonction CES exprimant le bien composite i

B_j^{VA} : Paramètre d'échelle de la fonction CES exprimant la valeur ajoutée dans la branche j

$B_{j,i}^X$: Paramètre d'échelle de la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

B_j^{XT} : Paramètre d'échelle de la fonction CET exprimant l'output total

β_j^{KD} : Paramètre de part de la fonction CES exprimant le capital composite dans la branche j

β_j^{LD} : Paramètre de part de la fonction CES exprimant le travail composite dans la branche j

β_i^M : Paramètre de part de la fonction CES exprimant le bien composite i

β_j^{VA} : Paramètre de part de la fonction CES exprimant la valeur ajoutée dans la branche j

$\beta_{j,i}^X$: Paramètre de part de la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

β_j^{XT} : Paramètre de part de la fonction CET exprimant l'output total

η : Elasticité prix des transferts

γ_i^{GVT} : Part du bien i dans la consommation public total en biens set services

γ_i^{INV} : Part du bien in dans l'investissement total

$\gamma_{i,h}^{LES}$: Part marginale du bien i dans le budget de consommation total du ménage h

ι_j : Coefficient de la fonction de Leontief exprimant CI dans la branche j

$\lambda_{ag,h}^{RK}$: Part du revenu du capital de type k reçu par le ménage h

$\lambda_{ag,agj}^{TR}$: Part du transfert versé par l'agent « ag » à l'agent « agj », par rapport aux transferts totaux

$\lambda_{h,l}^{WL}$: Part du revenu du travail de type l reçu par le ménage h

ρ_j^{KD} : Paramètre d'élasticité dans la fonction CES exprimant le capital composite dans la branche j

ρ_j^{LD} : Paramètre d'élasticité dans la fonction CES exprimant le travail composite dans la branche j

ρ_i^M : Paramètre d'élasticité dans la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

ρ_j^{VA} : Paramètre d'élasticité dans la fonction CES exprimant la valeur ajoutée dans la branche j

$\rho_{j,i}^X$: Paramètre d'élasticité dans la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

ρ_j^{XT} : Paramètre d'élasticité dans la fonction CET exprimant l'output total

σ_j^{KD} : Élasticité de substitution dans la fonction CES exprimant le capital composite dans la branche j

σ_j^{LD} : Élasticité de substitution dans la fonction CES exprimant le travail composite dans la branche j

σ_i^M : Élasticité de substitution dans la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

σ_j^{VA} : Élasticité de substitution dans la fonction CES exprimant la valeur ajoutée dans la branche j

$\sigma_{j,i}^{XD}$: Élasticité de substitution dans la fonction CET exprimant le partage « bien local – exportation » du produit i dans la branche j

σ_j^{XT} : Élasticité de substitution dans la fonction CET exprimant l'output total

$tmg_{i,ij}$: Taux de marge de type i appliqué sur les produits ij

$tmg_{i,ij}^X$: Taux de marge de type i appliqué sur les exportations en produits ij

v_j : Coefficient de Leontief de la VA

A.4 variables exogènes et clôture du modèle

$C_{i,h}^{Min}$: Consommation minimale en bien i pour le ménage h

CAB : Solde du compte courant de la BDP

G : Dépenses publiques en bien et services

e : Taux de change

$KD_{k,j}$: demande de capital de type k par la branche j (si capital mobile)

KS_k : Offre de capital de type k

LS_l : Offre de travail de type l

PWM_i : Prix mondial du bien importé i

PWX_i : Prix mondial du bien exporté i

$sh0_h$: Épargne autonome du ménage h (constante dans la fonction d'investissement)

$sh1_h$: Pente de la fonction d'épargne du ménage h

$tr0_h$: Transfert autonome du ménage h vers l'administration (constante)

$tr1_h$: Pente de la fonction de transferts du ménage h vers l'administration

$ttdf0_f$: Constante de la fonction de taxes sur le revenu de la firme f

$ttdf1_f$: Pente de la fonction qui exprime les taxes sur le revenu de la firme f

$ttdh0_h$: Constante de la fonction de taxes sur le revenu du ménage h

$ttdh1_h$: Pente de la fonction qui exprime les taxes sur le revenu du ménage h

$ttic_i$: Taux d'imposition sur produit i

$ttik_{k,j}$: Taux d'imposition sur la rente issue du capital de type k utilisé par la branche j

$ttim_i$: Taux d'imposition sur les importations en produit i

$ttip_j$: Taux d'imposition sur la production de la branche j (impôt sur production)

$ttiw_{l,j}$: Taux d'imposition sur le travail de type l utilisé dans la branche j

$ttix_i$: Taux d'imposition sur les exportations en bien i

$VSTK_i$: Variation de stock en bien i